

Note: Cette traduction a été préparée par le Greffe à des fins internes et n'a aucun caractère officiel

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**QUESTION DE LA DÉLIMITATION DU PLATEAU CONTINENTAL ENTRE
LE NICARAGUA ET LA COLOMBIE AU-DELÀ DE 200 MILLES MARINS
DE LA CÔTE NICARAGUAYENNE**

(NICARAGUA c. COLOMBIE)

EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

VOLUME II

(ANNEXES ET FIGURES)

14 AOÛT 2014

[Traduction du Greffe]

TABLE DES MATIÈRES

VOLUME II : LISTE DES ANNEXES ET FIGURES

Annexe	Document	Page
1	Note diplomatique GACIJ n° 79357 du 27 novembre 2012 adressée au secrétaire général de l'Organisation des Etats américains par la ministre colombienne des affaires étrangères	1
2	Note OEA/2.2/109/12 du 28 novembre 2012 adressée aux hautes parties contractantes au traité américain de règlement pacifique (le pacte de Bogotá), ainsi qu'aux autres missions permanentes auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA), par le département de droit international du secrétariat aux affaires juridiques de l'OEA	2
3	Note diplomatique du 24 novembre 1973 adressée au secrétaire général de l'Organisation des Etats américains par le ministre salvadorien des affaires étrangères	3
4	Tableau comparatif des projets présentés par les Etats américains à la première commission de la VIII ^e conférence internationale des Etats américains, Lima (Pérou), décembre 1938	4
5	Délégation des Etats-Unis d'Amérique, première commission, huitième Conférence internationale américaine, Lima, Pérou, <i>Draft on Consolidation of American Peace Agreements, Topic 1. Perfecting and Coordination of Inter-American Peace Instruments</i> [Projet de consolidation des accords de paix américains, point n° 1. Amélioration et consolidation des instruments de paix interaméricains], 15 novembre 1938	7
6	Délégation des Etats-Unis d'Amérique à la huitième conférence internationale des Etats américains, Projets présentés par les Etats-Unis, point n° 1. Traité de consolidation des accords de paix américains, 16 décembre 1938	8
7	Septième conférence internationale des Etats américains, Montevideo, 3-26 décembre 1933, résolution XXXV relative au Code de la paix, approuvée le 23 décembre 1933	9
8	Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix, Buenos Aires, 1-23 décembre 1936, résolution XXVIII relative au Code de la paix, approuvée le 21 décembre 1936	10
9	Mémoire du 28 décembre 1937 adressé au sous-secrétaire d'Etat américain par le directeur général de l'Union panaméricaine	11
10	Délégation des Etats-Unis d'Amérique à la huitième conférence internationale des Etats américains, Lima, 9-27 décembre 1938, procès-verbaux des réunions de la première sous-commission de la première commission, consolidation des instruments et accords de paix américains, 19 décembre 1938	12
11	Huitième conférence internationale des Etats américains, Lima, 9-27 décembre 1938, résolution XV, amélioration et coordination des instruments de paix interaméricains, approuvée le 21 décembre 1938	13

Annexe	Document	Page
12	Comité juridique interaméricain, procès-verbal 1944, texte du document A : projet de traité de coordination des accords de paix interaméricains	14
13	Comité juridique interaméricain, procès-verbal 1944, texte du document B : projet de traité instituant de nouvelles dispositions en matière de règlement pacifique	15
14	Comité juridique interaméricain, projet de système interaméricain de paix et rapport y relatif, article XXIX, 4 septembre 1945	16
15	Comité juridique interaméricain, système interaméricain de paix : projet définitif soumis pour examen à la neuvième conférence internationale des Etats américains à Bogotá, article XXVI, 18 novembre 1947	17
16	Procès-verbal de la seconde partie de la quatrième séance de la commission de coordination, neuvième conférence internationale des Etats américains, 29 avril 1948	18
17	Traité interaméricains conclus entre 1902 et 1936, clauses de dénonciation	20
18	Texte du pacte de Bogotá dans les quatre langues faisant foi (anglais, français, portugais et espagnol)	24
19	Note MCRONU-438-2013 du 15 juillet 2013 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la mission permanente du Costa Rica	73
20	Note LOS/15 de la mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies en date du 12 septembre 2013	74
21	Communication en date du 23 septembre 2013 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les Gouvernements de la Colombie, du Costa Rica et du Panama, New York	75
22	Note S-DM-13-035351 du 24 septembre 2013 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la ministre par intérim des affaires étrangères de la Colombie	76
23	Note DGPE/DG/665/22013 du 30 septembre 2013 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le ministre des affaires étrangères du Panama	79
24	Nations Unies, Assemblée générale, document A/68/741, lettre datée du 20 janvier 2014 adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, 7 février 2014	83
25	Note DGPE/FRONT/082/14 du 3 février 2014 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le ministre des affaires étrangères du Panama	86
26	Note du 5 février 2014 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les Gouvernements de la Colombie, du Costa Rica et du Panama	89
27	Nations Unies, Assemblée générale, document A/68/743 du 11 février 2014 reproduisant la note verbale datée du 6 février 2014 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies	91

Figure	Document	Page
1	Figure 1 tirée du mémoire du Nicaragua	94
2	Figure 3-1 tirée de la réplique du Nicaragua	96
3	Croquis n° 7 tiré de l'arrêt de la CIJ en 2012	98
4	Figure 3-10 tirée de la réplique du Nicaragua	100
5	Figure 3-11 tirée de la réplique du Nicaragua	102
6	Prétentions du Nicaragua à un plateau continental étendu	104

ANNEXE 1

NOTE DIPLOMATIQUE GACIJ N° 79357 DU 27 NOVEMBRE 2012 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS PAR LA MINISTRE COLOMBIENNE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Conformément à l'article LVI du traité américain de règlement pacifique, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence aux fins d'informer le Secrétariat général de l'Organisation des États américains, en sa qualité de successeur de l'Union panaméricaine, que la République de Colombie dénonce à compter de ce jour le «traité américain de règlement pacifique» signé le 30 avril 1948, dont l'instrument de ratification avait été déposé par la Colombie le 6 novembre 1968.

La dénonciation dudit traité prend effet à compter de ce jour à l'égard des procédures introduites postérieurement au présent avis, conformément au second alinéa de l'article LVI, qui prévoit que *«[l]a dénonciation n'aura aucun effet sur les procédures en cours entamées avant la transmission de l'avis en question»*.

Veillez agréer, etc.

ANNEXE 2

**NOTE OEA/2.2/109/12 DU 28 NOVEMBRE 2012 ADRESSÉE AUX HAUTES PARTIES
CONTRACTANTES AU TRAITÉ AMÉRICAIN DE RÈGLEMENT PACIFIQUE
(LE PACTE DE BOGOTÁ), AINSI QU'ÀUX AUTRES MISSIONS PERMANENTES
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA),
PAR LE DÉPARTEMENT DE DROIT INTERNATIONAL DU
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES JURIDIQUES DE L'OEA**

(Archives du ministère colombien des affaires étrangères)

Le département de droit international du secrétariat aux questions juridiques de l'Organisation des Etats américains (OEA) présente ses compliments aux hautes parties contractantes au traité américain de règlement pacifique (le pacte de Bogotá) ainsi qu'aux autres missions permanentes de l'OEA, et a l'honneur de porter à leur connaissance qu'il a reçu, le 27 novembre 2012, la note GACIJ n° 79357, jointe à la présente, par laquelle la République de Colombie dénonce ledit traité adopté le 30 avril 1948 lors de la IX^e conférence internationale des Etats américains.

Le département de droit international du secrétariat aux questions juridiques de l'OEA saisit cette occasion pour transmettre aux hautes parties contractantes au traité américain de règlement pacifique (le pacte de Bogotá) ainsi qu'aux autres missions permanentes de l'OEA les assurances de sa très haute considération.

ANNEXE 3

NOTE DIPLOMATIQUE DU 24 NOVEMBRE 1973 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS PAR LE MINISTRE SALVADORIEN
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Disponible en anglais à l'adresse suivante :
<http://www.oas.org/juridico/english/sigs/a-42.html#elsalvador>
(dernière consultation le 6 août 2014)

Je souhaite informer par la présente le Secrétariat général, successeur de l'Union panaméricaine, que la République d'El Salvador dénonce le traité américain de règlement pacifique ou «pacte de Bogotá» adopté lors de la IX^e conférence internationale des États américains, qui s'est tenue à Bogotá (Colombie) du 30 mars au 2 mai 1948. Je vous prie de bien vouloir transmettre copie de la présente note aux autres hautes parties contractantes.

.....

3. Quoiqu'ayant décidé de dénoncer le pacte de Bogotá, la République d'El Salvador ne rejette pas pour autant toutes les voies de règlement pacifique des différends internationaux. Elle a, en effet, bien conscience que celles-ci sont nécessaires, et reconnaît qu'il existe d'autres mécanismes pertinents dans le cadre du système interaméricain, notamment dans la Charte de l'Organisation des États américains et le traité interaméricain d'assistance mutuelle, ainsi que dans la Charte des Nations Unies, qui interdit l'emploi de la force sauf cas de légitime défense, condamne les actes d'agression et met à la disposition des États des moyens pour leur permettre de régler leurs différends selon des procédures pacifiques établies.

.....

Enfin, mon gouvernement prie le Secrétariat général de prendre acte du fait que, bien que dénonçant, pour les raisons indiquées, le pacte de Bogotá — dénonciation qui prend effet à compter de ce jour —, il réaffirme dans le même temps sa ferme intention de continuer à prendre part aux efforts collectifs actuellement déployés pour réorganiser certains aspects du système, en vue de tenir compte des changements fondamentaux intervenus dans les relations entre certains États américains.

Je vous demanderai, une fois de plus, de bien vouloir faire transmettre le présent avis de dénonciation aux autres hautes parties contractantes.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Mauricio A. BORGONOVO POHL.

ANNEXE 4

**TABLEAU COMPARATIF DES PROJETS PRÉSENTÉS PAR LES ETATS AMÉRICAINS À LA
PREMIÈRE COMMISSION DE LA VIII^E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES
ETATS AMÉRICAINS, LIMA (PÉROU), DÉCEMBRE 1938**

(Amélioration et coordination des instruments de paix interaméricains, résolution XV
de la VIII^e conférence internationale des Etats américains, point V. II,
division juridique, Union panaméricaine, Washington,
novembre 1943, archives JX1980.3 1938. A257 v.6 n° 6)

Projets soumis en vue du chapitre premier (organisation de la paix), point 1 (amélioration et coordination des instruments de paix interaméricains)	Clauses de dénonciation
<i>I. Consultation</i>	
Délégation de l'Argentine	
Projet de recommandations concernant la tenue de réunions des ministres des affaires étrangères	Néant
Délégation du Chili	
Projet de convention sur le dispositif interaméricain de consultation	Néant
Délégation du Honduras	
Projet de convention visant à renforcer la solidarité interaméricaine	Article 5 — La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais peut être dénoncée moyennant un préavis d'un an. Passé l'expiration de ce délai, elle cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncée. L'avis de dénonciation sera adressé au Gouvernement du Pérou qui le transmettra aux autres Etats membres.
<i>II. Bons offices et médiation</i>	
Délégation du Mexique	
Projet de protocole additionnel sur les bons offices et la médiation	Néant
<i>III. Investigation et conciliation</i>	
Délégation du Venezuela	
Projet de convention multilatérale sur la procédure de conciliation	Article 31 — La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais pourra être dénoncée moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine, qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé l'expiration de ce délai, la convention cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncée, mais demeurera en vigueur pour les autres hautes parties contractantes.

Projet de convention bilatérale sur la procédure de conciliation	Article 29 — La présente convention restera en vigueur indéfiniment après l'échange des ratifications. Elle cessera de produire ses effets un an après que l'une des Parties contractantes aura avisé l'autre de son intention d'y mettre fin.
Délégation de l'Equateur	
Projet de révision des traités interaméricains d'investigation et de conciliation	Article XII — Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine, qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé l'expiration de ce délai, le traité cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur pour les autres hautes parties contractantes.
IV. Arbitrage	
Délégation du Venezuela	
Projets de procédure d'arbitrage	Néant
Délégation de l'Uruguay	
Projet de convention d'arbitrage et de règlement judiciaire des différends internationaux	Néant
Comité d'experts sur l'arbitrage	
Projet de protocole additionnel au traité général d'arbitrage interaméricain	Néant
V. Coordination des procédures de règlement pacifique dans le cadre d'un instrument unique	
Délégation du Mexique	
Code de la paix, deuxième version	Article 105 — Si le présent traité est dénoncé par l'une des parties contractantes, les ressortissants de l'Etat en question qui siègeraient dans des commissions de conciliation, dans des tribunaux d'arbitrage, ou à la Cour américaine de justice continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à l'expiration de de leur mandat.
Comité d'experts	
Texte du Code de la paix	Article 123 — La présente convention peut être dénoncée par toute Partie contractante moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine.

Délégation des Etats-Unis d'Amérique	
Projet de consolidation des accords de paix américains	<p style="text-align: center;">Article XXII¹</p> <p>Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais peut être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine, qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé l'expiration de ce délai, le traité cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur pour les autres hautes parties contractantes. <i>La dénonciation sera sans incidence sur toute procédure en cours introduite avant sa notification.</i></p>

¹ Le libellé de l'article XXII est reproduit à l'annexe 6 *infra*, la page correspondante étant absente de l'original utilisé et cité comme source aux fins du présent tableau.

ANNEXE 5

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PREMIÈRE COMMISSION, HUITIÈME
CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINNE, LIMA, PÉROU, DRAFT ON
CONSOLIDATION OF AMERICAN PEACE AGREEMENTS, TOPIC 1.
PERFECTING AND COORDINATION OF INTER-AMERICAN PEACE
INSTRUMENTS [PROJET DE CONSOLIDATION DES ACCORDS
DE PAIX AMÉRICAINS, POINT NO 1. AMÉLIORATION ET
CONSOLIDATION DES INSTRUMENTS DE PAIX
INTERAMÉRICAINS], 15 NOVEMBRE 1938**

[ANNEXE NON TRADUITE]

ANNEXE 6

**DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE À LA HUITIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ETATS AMÉRICAINS, PROJETS PRÉSENTÉS PAR LES ETATS-UNIS, POINT N° 1
TRAITÉ DE CONSOLIDATION DES ACCORDS DE PAIX AMÉRICAINS,
16 DÉCEMBRE 1938**

.....

Article XXII

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais peut être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé l'expiration de ce délai, le traité cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur pour les autres hautes parties contractantes. *La dénonciation sera sans incidence sur toute procédure en cours introduite avant sa notification.*

.....

ANNEXE 7

**SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ÉTATS AMÉRICAINS, MONTEVIDEO,
3-26 DÉCEMBRE 1933, RÉOLUTION XXXV RELATIVE AU CODE DE LA PAIX,
APPROUVÉE LE 23 DÉCEMBRE 1933**

La septième conférence internationale des Etats américains,

Compte tenu de l'importance que revêt le projet de code de la paix présenté par la délégation mexicaine ;

Considérant les avantages qu'offrirait la compilation et l'articulation dans un seul instrument de toutes les dispositions disséminées dans différents traités et autres principes pertinents pour la prévention et le règlement pacifique des conflits internationaux

Décide :

De soumettre à l'examen des Etats membres de l'Union panaméricaine, par l'entremise de celle-ci, le projet de code de la paix suivant.

.....

ANNEXE 8

**CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX, BUENOS AIRES,
1-23 DÉCEMBRE 1936, RÉOLUTION XXVIII RELATIVE AU CODE DE LA PAIX,
APPROUVÉE LE 21 DÉCEMBRE 1936**

[ANNEXE NON TRADUITE]

ANNEXE 9

**MÉ MORANDUM DU 28 DÉCEMBRE 1937 ADRESSÉ AU SOUS-SECRET AIRE
D'ÉTAT AMÉRICAIN PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'UNION PANAMÉRIC AINE**

.....

[J]'estime éminemment souhaitable que ce Gouvernement envisage de prendre l'initiative, lors de la prochaine conférence de Lima, de recommander, dans un souci d'efficacité, que les traités de paix existants soient complétés.

ANNEXE 10

**DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE À LA HUITIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ETATS AMÉRICAINS, LIMA, 9-27 DÉCEMBRE 1938, PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS
DE LA PREMIÈRE SOUS-COMMISSION DE LA PREMIÈRE COMMISSION, CONSOLIDATION
DES INSTRUMENTS ET ACCORDS DE PAIX AMÉRICAINS, 19 DÉCEMBRE 1938**

P. 5

.....

M. Hackworth expose dans le détail que le projet présenté par les Etats-Unis n'est que la codification des dispositions pertinentes des huit traités de paix visés dans le préambules ; que tous les amendements ont été mis en évidence...

.....

ANNEXE 11

**HUITIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ÉTATS AMÉRICAINS, LIMA,
9-27 DÉCEMBRE 1938, RÉOLUTION XV, AMÉLIORATION ET COORDINATION
DES INSTRUMENTS DE PAIX INTERAMÉRICAINS,
APPROUVÉE LE 21 DÉCEMBRE 1938**

.....

Parmi ces projets, doit être mentionné celui relatif à la consolidation des accords de paix américains présenté par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, qui structure le processus de règlement pacifique des différends entre les Etats américains en consolidant, dans un instrument unique, les dispositions contenues dans les huit traités actuellement en vigueur.

.....

ANNEXE 12

**COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN, PROCÈS-VERBAL 1944, TEXTE DU DOCUMENT A :
PROJET DE TRAITÉ DE COORDINATION DES ACCORDS DE PAIX INTERAMÉRICAINS**

.....

Article XXXII

Le présent traité entrera en vigueur pour les hautes parties contractantes suivant l'ordre de dépôt de leurs ratifications et, à l'égard de chaque Etat, au terme d'un délai de trente jours à compter de la date de dépôt de sa ratification.

Tout Etat américain non signataire de ce traité pourra y adhérer au moyen d'un instrument officiel adressé à l'Union panaméricaine qui en notifiera les hautes parties contractantes de la façon susmentionnée.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine ; passé ce délai il cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur pour les autres signataires. L'avis de dénonciation sera transmis par l'Union panaméricaine aux autres gouvernements signataires. La dénonciation sera sans incidence sur les procédures en cours introduites avant sa notification.

ANNEXE 13

**COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN, PROCÈS-VERBAL 1944, TEXTE DU DOCUMENT B :
PROJET DE TRAITÉ INSTITUANT DE NOUVELLES DISPOSITIONS EN MATIÈRE
DE RÈGLEMENT PACIFIQUE**

.....

Article XXVIII

Le présent traité entrera en vigueur pour les hautes parties contractantes suivant l'ordre de dépôt de leurs ratifications et, à l'égard de chaque Etat, au terme d'un délai de trente jours à compter de la date de dépôt de sa ratification.

Tout Etat américain non signataire de ce traité pourra y adhérer au moyen d'un instrument officiel adressé à l'Union panaméricaine qui en notifiera les hautes parties contractantes de la façon susmentionnée.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine ; passé ce délai il cessera de produire ses effets à l'égard de la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur pour les autres signataires. L'avis de dénonciation sera transmis par l'Union panaméricaine aux autres gouvernements signataires. La dénonciation sera sans incidence sur les procédures en cours introduites avant sa notification.

.....

ANNEXE 14

**COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN, PROJET DE SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DE PAIX
ET RAPPORT Y RELATIF, ARTICLE XXIX, 4 SEPTEMBRE 1945**

.....

Article XXIX

Le présent traité entrera en vigueur pour les hautes parties contractantes suivant l'ordre de dépôt de leurs ratifications et, à l'égard de chaque Etat, au terme d'un délai de trente jours à compter de la date de dépôt de sa ratification.

Tout Etat américain non signataire de ce traité pourra y adhérer au moyen d'un instrument officiel adressé à l'Union panaméricaine qui en notifiera les hautes parties contractantes de la façon susmentionnée.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine ; à l'expiration de ce délai, il cessera de produire ses effets par rapport à la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur à l'égard des autres signataires. L'avis de dénonciation sera transmis par l'Union panaméricaine aux autres gouvernements signataires. La dénonciation sera sans incidence sur les procédures en cours introduites avant sa notification.

.....

ANNEXE 15

**COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN, SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DE PAIX : PROJET
DÉFINITIF SOUMIS POUR EXAMEN À LA NEUVIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ETATS AMÉRICAINS À BOGOTÁ, ARTICLE XXVI, 18 NOVEMBRE 1947**

.....

Article XXVI

Le présent traité entrera en vigueur pour les hautes parties contractantes suivant l'ordre de dépôt de leurs ratifications et, à l'égard de chaque Etat, au terme d'un délai de trente jours à compter de la date de dépôt de sa ratification.

Tout Etat américain non signataire de ce traité pourra y adhérer au moyen d'un instrument officiel adressé à l'Union panaméricaine qui en notifiera les hautes parties contractantes de la façon susmentionnée.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé à l'Union panaméricaine ; à l'expiration de ce délai, il cessera de produire ses effets par rapport à la partie qui l'a dénoncé, mais demeurera en vigueur à l'égard des autres signataires. L'avis de dénonciation sera transmis par l'Union panaméricaine aux autres gouvernements signataires. La dénonciation sera sans incidence sur les procédures en cours introduites avant sa notification.

.....

ANNEXE 16

PROCÈS-VERBAL DE LA SECONDE PARTIE DE LA QUATRIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION
DE COORDINATION, NEUVIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES ÉTATS AMÉRICAINS, 29 AVRIL 1948

(P. 537)

.....

Le PRESIDENT : ...

.....

Messieurs les délégués, le texte qui nous est présenté pour examen est le résultat des travaux, d'ores et déjà achevés, de la troisième commission. Je vais demander à M. Enríquez, délégué du Mexique, de nous en exposer les grandes lignes. M. Enríquez fait partie du groupe constitué par ladite commission aux fins des travaux de rédaction, d'amélioration et de coordination du traité américain de règlement pacifique.

M. ENRIQUEZ (Mexique) : Lors de sa dernière session, la troisième commission a désigné un comité de rédaction composé de cinq délégués aux fins d'examiner soigneusement les articles et d'y apporter les modifications requises pour que les dispositions approuvées soient libellées en des termes cohérents. Ce groupe s'est également vu confier la rédaction de certains articles sur lesquels la commission s'était expressément prononcée, mais qui n'avaient pu être formalisés, ayant été abordés en toute fin de séance. [Il s'agissait] de trouver pour ces articles une formulation juridique suffisamment claire et explicite. Ayant approuvé ces dispositions sur le principe, la commission avait confié au comité la responsabilité d'en établir la rédaction la plus appropriée.

Le comité a achevé sa mission ce matin, ayant mis la dernière main au traité et apporté les corrections de style qu'il estimait nécessaires. L'ensemble des articles étant désormais rédigés, il a soumis au Secrétariat général, à des fins de traitement interne, un projet définitif prenant en compte les résultats des travaux de la troisième commission.

.....

(p. 541)

.....

Passons à présent à l'ancien article LV [devenu l'article LVI] que la [troisième] commission a chargé le comité [de rédaction] de rédiger. Considérant que le mieux serait de reproduire la rédaction de l'article 16 du traité de 1929 [la convention générale de conciliation interaméricaine], le comité a libellé l'article comme suit :

«Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an et cessera de produire ses effets pour la partie qui l'a dénoncé tout en demeurant en vigueur en ce qui concerne les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé à l'Union panaméricaine, qui le transmettra aux autres parties contractantes.

La dénonciation sera sans incidence sur les procédures en cours entamées avant la transmission de l'avis en question.»

Cet article avait été approuvé sous une autre forme, la troisième commission envisageant alors d'annexer le traité [le pacte de Bogotá] à la Charte de l'Organisation des Etats américains. Une fois le projet de texte [du pacte] approuvé, la commission s'est penchée sur le chapitre de la Charte [de l'OEA] concernant le «règlement pacifique des différends», mais l'idée d'annexer le texte du traité [du pacte de Bogotá] à la Charte a soulevé des objections, plusieurs intervenants estimant qu'il n'était pas souhaitable que celle-ci fasse référence à des traités ou pactes annexes, lesquels devaient demeurer indépendants et distincts. Par suite, la durée qui avait été prévue et la forme de la dénonciation ont dû être revues au vu des nouvelles caractéristiques du traité indépendant.»

.....

ANNEXE 17

**TRAITÉS INTERAMÉRICAINS CONCLUS ENTRE 1902 ET 1936,
CLAUSES DE DÉNONCIATION**

**Traité d'arbitrage obligatoire, 29 janvier 1902, article XXII [Revue générale
de droit international public, t. X, 1903, p. 17]**

.....

«Les Nations qui n'ont pas signé le présent traité pourront y adhérer à toute époque. Si l'une des puissances signataires décide de recouvrer sa liberté, elle dénoncera le traité ; mais la dénonciation ne produira d'effet qu'à l'égard uniquement de la Nation qui l'a faite, et seulement un an après la régularisation (*de formalizada la denuncia*) de la dénonciation.»

.....

**Traité pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats américains,
3 mai 1923, article IX [Société des Nations, Recueil des traités,
vol. XXXIII, p. 40]**

«Article IX. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes suivant la procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification seront déposés au ministère des affaires étrangères de la République du Chili, qui les communiquera par la voie diplomatique aux autres gouvernements signataires. Il entrera en vigueur, pour les Parties contractantes, à mesure qu'elles le ratifieront.

Ce traité restera en vigueur indéfiniment. S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes voulût le dénoncer, la dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement du Chili, mais le pacte subsistera pour les autres gouvernements signataires.

La dénonciation sera adressée au Gouvernement du Chili, qui la transmettra aux autres Gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter d'après les prescriptions du présent traité.»

**Convention générale de conciliation interaméricaine, 5 janvier 1929, article 16
[Revue générale de droit international public, t. 38, 1929, p. 586]**

.....

«Article 16. La présente convention sera ratifiée par les H.P.C. conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives, pourvu qu'elles aient précédemment ratifié le traité de Santiago de Chili du 3 mai 1923.

L'original de la présente convention et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des affaires étrangères de la République de Chili qui notifiera les ratifications, par la voie diplomatique, aux autres Gouvernements signataires et la convention entrera en vigueur pour les H.P.C. dans l'ordre de dépôt de leur ratification.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle peut être dénoncée par un avis préalable d'un an ; à l'expiration de cette période, elle cessera d'être en vigueur pour ce qui concerne les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé au ministère des affaires étrangères de la République de Chili qui le transmettra aux autres Gouvernements signataires par les effets qui doivent en résulter.

Les Etats américains qui n'auront pas signé la présente convention pourront y adhérer, en transmettant l'instrument officiel établissant leur adhésion au ministère des affaires étrangères de la République du Chili, qui en informera les autres H.P.C. de la manière mentionnée plus haut.»

Traité général d'arbitrage interaméricain, 5 janvier 1929, article 9
[Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CXXX, p. 147]

.....

«Article 9. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

L'original du présent traité et les instruments de ratification seront déposés au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique qui donnera l'avis de ratification, par la voie diplomatique, aux autres gouvernements signataires, et le présent traité entrera en vigueur pour les Hautes Parties contractantes dans l'ordre du dépôt de leur ratification.

Le présent traité restera en vigueur indéfiniment, mais il peut être dénoncé par un avis préalable d'un an ; à l'expiration de ce terme, il cessera d'être en vigueur en ce qui concerne la partie qui l'a dénoncé, mais restera en vigueur pour les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique qui le transmettra aux autres gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter.

Tout Etat américain qui n'est pas signataire du présent traité peut y adhérer en transmettant l'instrument officiel portant cette adhésion au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, qui le notifiera aux autres Hautes Parties contractantes de la manière indiquée ci-dessus.»

.....

(Protocole d'arbitrage progressif, 5 janvier 1929)
[Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CXXX, p. 157]

Cet instrument ne comporte pas de clause de dénonciation.

Traité pour prévenir la guerre (non-agression et conciliation), 10 octobre 1933,
article XVII [Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CLXIII, p. 410]

.....

«Article XVII. Le présent traité sera conclu pour un temps indéterminé, mais pourra être dénoncé moyennant avis préalable d'un an, au terme duquel il cessera dans ses effets pour l'Etat dénonçant, tout en subsistant pour les autres Etats qui soient parties audit traité par signature ou adhésion.

La dénonciation sera adressée au ministère des affaires étrangères et du culte de la République argentine, lequel la transmettra aux autres Etats intéressés.»

.....

**Protocole additionnel à la convention générale de conciliation interaméricaine,
26 décembre 1933**

Cet instrument ne comporte pas de clause de dénonciation.

**Convention pour le maintien, la préservation et le rétablissement de la paix,
23 décembre 1936, article V, [Société des Nations, *Recueil des traités*,
vol. CLXXXVIII, p. 25]**

.....

«Article V. La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle pourra être dénoncée par un préavis d'un an. A l'expiration de ce terme, les effets de cette convention cesseront en ce qui concerne la Partie qui l'aura dénoncée, mais demeureront en vigueur à l'égard des autres Etats signataires. Les dénonciations seront adressées au Gouvernement de la République argentine qui les transmettra aux autres Parties contractantes.»

.....

**Protocole additionnel relatif à la non-intervention, 23 décembre 1936, article IV
[Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CLXXXVIII, p. 47]**

.....

«Article IV. Le présent protocole additionnel restera en vigueur indéfiniment, mais il pourra être dénoncé avec un préavis d'un an. A l'expiration de ce terme, les effets de ce protocole cesseront en ce qui concerne la Partie qui l'aura dénoncé, mais il demeurera en vigueur à l'égard des autres Etats signataires. Les dénonciations seront adressées au Gouvernement de la République argentine qui les transmettra aux autres parties contractantes.»

.....

**Traité ayant pour but de prévenir les différends internationaux, 23 décembre 1936,
article VII [Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CLXXXVIII, p. 69]**

.....

«Article VII. Le présent traité restera en vigueur indéfiniment mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an donné à l'Union panaméricaine qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé ce délai, le traité cessera d'être en vigueur pour la Partie qui l'aura dénoncé, mais restera en vigueur pour les autres Hautes Parties contractantes.»

.....

**Traité interaméricain sur les bons offices et la médiation, 23 décembre 1936,
article IX [Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CLXXXVIII, p. 95]**

.....

«Article IX. Le présent traité restera indéfiniment en vigueur, mais il pourra être dénoncé par un préavis d'un an à l'Union panaméricaine qui le transmettra aux autres gouvernements signataires. Passé ce délai, le traité cessera d'être en vigueur pour les autres Hautes Parties contractantes.»

.....

Convention pour coordonner et étendre les traités existant entre les Etats américains et en assurer l'exécution, 23 décembre 1936, article VIII [Société des Nations, *Recueil des traités*, vol. CLXXXVIII, p. 252]

.....

«Article VIII. La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles. La convention originale et les instruments de ratification seront déposés au ministère des affaires étrangères de la République argentine, qui fera part des ratifications aux autres Etats signataires. Elle entrera en vigueur lorsque onze au moins des Etats signataires auront fait le dépôt de leurs instruments de ratification.

La convention restera indéfiniment en vigueur mais elle pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes ; cette dénonciation deviendra effective un an après la date de sa notification. La dénonciation sera adressée au ministère des affaires étrangères de la République argentine, qui en transmettra copie aux autres Etats signataires. Aucune dénonciation ne sera considérée valable si la partie qui dénonce se trouve en état de guerre ou est engagée dans des hostilités sans avoir accompli les obligations stipulées dans la présente convention.»

.....

ANNEXE 18

**TEXTE DU PACTE DE BOGOTÁ DANS LES QUATRE LANGUES FAISANT FOI
(FRANÇAIS, ANGLAIS, ESPAGNOL ET PORTUGAIS)**

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE "PACTE DE BOGOTA"

Au nom de leurs peuples, les Gouvernements représentés à la Neuvième Conférence internationale américaine ont décidé, conformément à l'article 23 de la Charte de l'Organisation des Etats Américains, de signer le Traité suivant:

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATION GENERALE DE REGLER LES DIFFERENDS PAR DES MOYENS PACIFIQUES

ARTICLE I. Les Hautes Parties Contractantes réaffirment solennellement les obligations qu'elles ont acceptées dans des conventions et des déclarations internationales antérieures ainsi que dans la Charte des Nations Unies; elles décident de s'abstenir de la menace, de l'emploi de la force ou de n'importe quel autre moyen de coercition pour régler leurs différends et de recourir, en toutes circonstances, à des moyens pacifiques.

ARTICLE II. Les Hautes Parties Contractantes acceptent l'obligation de résoudre les différends internationaux à l'aide des procédures pacifiques régionales avant de recourir au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En conséquence, au cas où surgirait, entre deux ou plusieurs Etats signataires, un différend qui, de l'avis de l'une des parties, ne pourrait être résolu au moyen de négociations directes suivant les voies diplomatiques ordinaires, les parties s'engagent à employer les procédures établies dans ce Traité sous la forme et dans les conditions prévues aux articles suivants, ou les procédures spéciales qui, à leur avis, leur permettront d'arriver à une solution.

ARTICLE III. L'ordre des procédures pacifiques établi dans le présent Traité ne signifie pas que les parties ne peuvent recourir à celle qu'elles considèrent le plus appropriée à chaque cas, ni qu'elles doivent les suivre toutes, ni qu'il n'existe, sauf disposition expresse à cet égard, une préférence pour l'une d'elles.

ARTICLE IV. Lorsque l'une des procédures pacifiques aura été entamée, soit en vertu d'un accord entre les parties, soit en exécution du présent Traité, ou d'un pacte antérieur, il ne pourra être recouru à aucune autre avant l'épuisement de celle déjà entamée.

ARTICLE V. Lesdites procédures ne pourront s'appliquer aux questions qui, par leur nature, relèvent de la compétence nationale des Etats. Si les parties ne tombent pas d'accord sur le fait que le différend est une question relevant de la compétence nationale, sur la demande de l'une quelconque d'entre elles, cette question préjudicielle sera soumise au jugement de la Cour internationale de Justice.

ARTICLE VI. Ces procédures ne pourront non plus s'appliquer ni aux questions

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

déjà réglées au moyen d'une entente entre les parties, ou d'une décision arbitrale ou d'une décision d'un tribunal international, ni à celles régies par des accords ou traités en vigueur à la date de la signature du présent Pacte.

ARTICLE VII. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas produire de réclamations diplomatiques pour protéger leurs nationaux et à n'introduire, dans le même but, aucune action devant les juridictions internationales tant que lesdits nationaux n'auront pas épuisé les voies de recours par devant les tribunaux locaux compétents de l'Etat en question.

ARTICLE VIII. Ni le recours aux moyens pacifiques de solution des différends, ni la recommandation de leur emploi ne pourront, en cas d'attaque armée, constituer un motif pour retarder l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou collective prévu dans la Charte des Nations Unies.

CHAPITRE DEUX

PROCEDURE DES BONS OFFICES ET DE MEDIATION

ARTICLE IX. La procédure des bons offices consiste dans les démarches d'un ou de plusieurs gouvernements américains, ou d'un ou de plusieurs citoyens éminents de l'un quelconque des Etats américains étrangers à la controverse, en vue de rapprocher les parties en leur offrant la possibilité de trouver directement une solution adéquate.

ARTICLE X. Dès que le rapprochement des parties aura été réalisé et que les négociations directes auront repris, la mission de l'Etat ou du citoyen qui avait offert ses bons offices ou accepté l'invitation de s'interposer sera considérée comme terminée; cependant, par accord des parties, ledit Etat ou ledit citoyen pourra être présent aux négociations.

ARTICLE XI. La procédure de médiation consiste à soumettre le différend soit à un ou plusieurs gouvernements américains, soit à un ou plusieurs citoyens éminents de l'un quelconque des Etats américains étrangers au différend. Dans l'un et l'autre cas le ou les médiateurs seront choisis d'un commun accord par les parties.

ARTICLE XII. Les fonctions du ou des médiateurs consisteront à assister les parties dans le règlement de leur différend de la manière la plus simple et la plus directe, en évitant les formalités et faisant en sorte de trouver une solution acceptable. Le médiateur s'abstiendra de faire aucun rapport et, en ce qui le concerne, les procédures seront strictement confidentielles.

ARTICLE XIII. Si après avoir convenu de se soumettre à la procédure de conciliation les Hautes Parties Contractantes ne pouvaient parvenir, dans un délai de deux mois, à se mettre d'accord sur le choix du ou des médiateurs, ou si, une fois entamée ladite procédure de médiation, cinq mois s'écoulaient sans qu'une solution puisse être donnée au différend, les parties recourront sans retard à l'une quelconque des autres procédures de règlement pacifique prévues au présent Traité.

ARTICLE XIV. Les Hautes Parties Contractantes pourront, individuellement ou collectivement, offrir leur médiation, mais elles s'engagent à ne pas la faire tant

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE

que le différend demeure sujet à l'une des autres procédures prévues au présent Traité.

CHAPITRE TROIS

PROCEDURE D'ENQUETE ET DE CONCILIATION

ARTICLE XV. La procédure d'enquête et de conciliation consiste à soumettre le différend à une Commission d'enquête et de conciliation qui sera constituée conformément aux dispositions établies dans les articles suivants du présent Traité et qui fonctionnera dans les limites qui y sont fixées ci-après.

ARTICLE XVI. La partie qui recourt à la procédure d'enquête et de conciliation sollicitera du Conseil de l'Organisation des Etats Américains la convocation de la Commission d'enquête et de conciliation. Le Conseil, de son côté, prendra immédiatement les mesures nécessaires en vue de cette convocation.

Une fois reçue la demande de convocation de la Commission, le différend entre les parties demeure en suspens et celles-ci s'abstiendront de tout acte pouvant rendre difficile la conciliation. A cette fin, le Conseil de l'Organisation des Etats Américains pourra, sur la demande de l'une des parties, faire des recommandations dans ce sens à ces dernières, tandis que la convocation est en voie de réalisation.

ARTICLE XVII. Les Hautes Parties Contractantes pourront nommer, par accord bilatéral qui s'effectuera au moyen d'un simple échange de notes avec chacun des autres signataires, deux membres de la Commission d'enquête et de conciliation dont l'un seulement pourra être de leur propre nationalité. Le cinquième sera élu immédiatement, au moyen d'un commun accord par ceux déjà désignés et il remplira les fonctions de Président.

L'une quelconque des Parties Contractantes pourra remplacer les membres qu'elle aura désignés quelle que soit la nationalité de ceux-ci et elle devra, dans le même acte, désigner leurs remplaçants. Lorsqu'elle aura omis de le faire, la nouvelle nomination sera considérée comme n'ayant pas été faite. Les nominations et les remplacements en question devront être enregistrés à l'Union Panaméricaine qui veillera à ce que l'effectif des Commissions de cinq membres soit toujours au complet.

ARTICLE XVIII. Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, l'Union Panaméricaine établira un Cadre permanent de Conciliateurs américains composé de la façon suivante:

- a) Chacune des Hautes Parties Contractantes désignera, tous les trois ans, deux de leurs ressortissants jouissant de la meilleure réputation pour leur valeur, leur compétence et leur honorabilité;
- b) L'Union Panaméricaine s'informerera de l'acceptation expresse des candidats et placera dans le Cadre des Conciliateurs les noms de ceux qui auront donné leur agrément.
- c) Les gouvernements auront, à tout moment, la faculté de combler les vacances qui pourront se produire et de nommer à nouveau les mêmes membres.

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

ARTICLE XIX. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats américains qui n'auraient pas établi la Commission visée à l'article XVII, la procédure suivante devra être adoptée:

- a) Chacune des parties désignera du Cadre permanent des Conciliateurs américains deux membres dont la nationalité devra être différente de la sienne.
- b) Ces quatre membres désigneront à leur tour un cinquième conciliateur étranger aux parties et qui sera également tiré du Cadre permanent.
- c) Si 30 jours après que leur nomination a été notifiée aux quatre membres sus-indiqués, ces derniers ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le choix d'un cinquième membre, chacun d'eux établira séparément une liste de conciliateurs choisis dans le Cadre permanent et énumérés par ordre de préférence. Et après comparaison des listes ainsi établies sera déclaré élu celui qui le premier aura réuni une majorité de voix. L'élu exercera les fonctions de Président de la Commission.

ARTICLE XX. Le Conseil de l'Organisation des Etats Américains, en convoquant la Commission d'enquête et de conciliation, fixera le lieu où elle doit se réunir. Par la suite, la Commission pourra déterminer le ou les endroits où elle doit exercer ses fonctions, en tenant compte des conditions les plus propres à la réalisation de ses travaux.

ARTICLE XXI. Lorsque le même différend existe entre plus de deux Etats, les Etats qui soutiennent le même point de vue seront considérés comme une même partie. Si leurs intérêts sont divergents, ils auront le droit d'augmenter le nombre des conciliateurs de façon à ce que toutes les parties aient une représentation égale. Le Président sera élu conformément aux dispositions de l'article XIX.

ARTICLE XXII. Il appartient à la Commission d'enquête et de conciliation d'éclaircir les points en litige et de s'efforcer d'amener celles-ci à un accord dans des conditions mutuellement acceptables. Dans le but de trouver une solution acceptable, la Commission procédera aux enquêtes qu'elle jugera nécessaires sur les faits qui ont donné naissance au différend.

ARTICLE XXIII. Il est dû devoir des parties de faciliter les travaux de la Commission et de lui fournir, de la façon la plus large possible, tous les documents et renseignements utiles, et elles ont l'obligation d'employer les moyens dont elles disposent en vue de lui permettre de citer et entendre des témoins ou des experts, ou d'effectuer toutes autres démarches utiles, dans les limites de leurs territoires respectifs et en conformité avec leurs lois.

ARTICLE XXIV. Au cours des procédures devant la Commission, les parties se feront représenter par des délégués plénipotentiaires ou par des agents qui serviront d'intermédiaires entre elles et la Commission. Les parties et la Commission pourront avoir recours aux services de conseillers et experts techniques.

ARTICLE XXV. La Commission terminera ses travaux dans un délai de six mois à compter du jour de sa constitution; mais les parties pourront, d'un commun accord, proroger ce délai.

ARTICLE XXVI. Si, de l'opinion des parties, le différend se limite exclusivement

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE

à des questions de fait, la Commission se bornera à faire une enquête au sujet de celles-ci et terminera ses travaux en présentant son rapport.

ARTICLE XXVII. Au cas où un accord résulterait de la conciliation, la Commission, dans son rapport final, se bornera à reproduire le texte du règlement auquel sont parvenues les parties et ledit texte sera publié après avoir été remis aux parties, sauf si ces dernières en décident autrement. Au cas contraire, le rapport final contiendra un résumé des travaux effectués par la Commission; il sera remis aux parties et publié dans un délai de six mois; à moins que celles-ci en décident autrement. Dans l'un et l'autre cas, le rapport final sera adopté à la majorité des voix.

ARTICLE XXVIII. Les rapports et conclusions de la Commission d'enquête et de conciliation n'auront aucun caractère obligatoire pour les parties ni en ce qui concerne l'exposition des faits ni en ce qui concerne les questions de droit; ils n'auront d'autre caractère que celui de recommandations soumises à la considération des parties pour faciliter le règlement amical du différend.

ARTICLE XXIX. La Commission d'enquête et de conciliation remettra à chacune des parties, ainsi qu'à l'Union Panaméricaine, des copies certifiées des actes de ses travaux. Ces actes ne seront publiés qu'au moment où les parties en auront ainsi décidé.

ARTICLE XXX. Chacun des membres de la Commission recevra une compensation pécuniaire dont le montant sera fixé d'un commun accord entre les parties. En cas de désaccord de celles-ci, le Conseil de l'Organisation en fixera le montant. Chacun des gouvernements aura à sa charge ses propres frais et une partie égale des dépenses communes de la Commission, celles-ci comprenant les compensations prévues précédemment.

CHAPITRE QUATRE

PROCEDURE JUDICIAIRE

ARTICLE XXXI. Conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne tout autre Etat américain déclarent reconnaître comme obligatoire de plein droit, et sans convention spéciale tant que le présent Traité restera en vigueur, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique surgissant entre elles et ayant pour objet:

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Toute question de droit international;
- c) L'existence de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international; ou
- d) La nature ou l'étendue de la réparation qui découle de la rupture d'un engagement international.

ARTICLE XXXII. Lorsque la procédure de conciliation établie précédemment, conformément à ce Traité ou par la volonté des parties, n'aboutit pas à une solution et que ces dites parties n'ont pas convenu d'une procédure arbitrale, l'une quel-

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

conque d'entre elles aura le droit de porter la question devant la Cour internationale de Justice de la façon établie par l'article 40 de son Statut. La compétence de la Cour restera obligatoire, conformément au paragraphe 1 de l'article 36 du même Statut.

ARTICLE XXXIII. Au cas où les parties ne se mettraient pas d'accord sur la compétence de la Cour au sujet du litige, la Cour elle-même décidera au préalable de cette question.

ARTICLE XXXIV. Si, pour les motifs indiqués aux articles V, VI et VII de ce Traité, la Cour se déclarait incompétente pour juger le différend, celui-ci sera déclaré terminé.

ARTICLE XXXV. Si, pour une raison quelconque, la Cour se déclarait incompétente pour juger un différend et prendre une décision à son sujet, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre celui-ci à l'arbitrage, conformément aux dispositions du Chapitre Cinq du présent Traité.

ARTICLE XXXVI. En cas de différends soumis à la procédure de règlement judiciaire envisagée dans ce Traité, la Cour prendra sa décision en séance plénière, ou, si les parties le demandent, en chambre spéciale, conformément à l'article 26 de son Statut. De cette façon, les parties pourront convenir que le conflit est jugé *ex aequo et bono*.

ARTICLE XXXVII. La procédure que devra suivre la Cour est celle fixée par son Statut.

CHAPITRE CINQ

PROCEDURE D'ARBITRAGE

ARTICLE XXXVIII. Outre ce qui est établi dans le Chapitre Quatre de ce Traité, les Hautes Parties Contractantes auront la faculté de soumettre à l'arbitrage, après accord entre elles, les différends d'ordre quelconque, juridiques ou non, qui auront surgi ou seraient appelés à surgir entre elles par la suite.

ARTICLE XXXIX. Le Tribunal d'Arbitrage appelé à connaître du différend dans les cas visés aux articles XXXV et XXXVIII de ce Traité sera, à moins d'accord contraire, constitué de la façon indiquée ci-après.

ARTICLE XL. (1) Dans un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision de la Cour, dans le cas prévu à l'article XXXV, chacune des parties désignera un arbitre d'une compétence reconnue en matière de droit international et jouissant d'une haute réputation morale et elle fera part de son choix au Conseil de l'Organisation. En temps voulu, elle présentera à ce même Conseil une liste de 10 juristes choisis parmi ceux qui composent la liste générale des membres de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, n'appartenant pas à son groupe national et disposés à accepter cette fonction.

(2) Dans le mois suivant la présentation des listes, le Conseil de l'Organisation procédera à la formation du Tribunal d'Arbitrage de la façon suivante:

(a) Les personnes dont les noms sont reproduits trois fois sur les listes

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE

présentées par les parties composeront, avec les deux membres désignés directement par les parties, le Tribunal d'Arbitrage.

(b) Au cas où plus de trois personnes se trouveraient dans la situation visée au paragraphe précédent, les trois arbitres qui doivent compléter le Tribunal seront choisis par tirage au sort.

(c) Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, les cinq arbitres désignés choisiront entre eux leur Président.

(d) Si deux noms seulement se trouvaient dans le cas envisagé par le paragraphe (a) du présent article, les candidats auxquels ils s'appliquent et les deux arbitres choisis directement par les parties, éliront d'un commun accord le cinquième arbitre qui présidera le Tribunal. Le choix devra se faire parmi les juristes de la même liste générale de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye et porter sur un arbitre qui n'était pas désigné dans les listes préparées par les parties.

(e) Si les listes ne présentent qu'un seul nom commun, cette personne fera partie du Tribunal et un autre arbitre sera choisi au moyen d'un tirage au sort parmi les 18 juristes restants des listes mentionnées. Le Président sera élu conformément à la procédure établie au paragraphe précédent.

(f) Au cas où aucune concordance n'existerait entre les listes, deux arbitres seront tirés de chacune d'elles au moyen d'un tirage au sort; le cinquième arbitre sera élu de la manière indiquée précédemment, et il exercera les fonctions de Président.

(g) Si les quatre arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un cinquième arbitre dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle le Conseil de l'Organisation leur a fait part de leur nomination, chacun d'eux établira séparément et en disposant les noms par ordre de préférence, la liste des juristes et, après comparaison des listes ainsi formées, sera déclaré élu celui qui réunit le plus grand nombre de votes.

ARTICLE XLI. Les parties pourront, d'un commun accord, constituer le Tribunal de la manière jugée par elles la plus appropriée. Elles pourront même choisir un seul arbitre, désignant en pareil cas un chef d'Etat, un juriste éminent ou n'importe quel tribunal de justice dans lequel elles ont la même confiance.

ARTICLE XLII. Lorsque plus de deux Etats sont parties au même différend, ceux qui défendent des intérêts semblables seront considérés comme une seule partie. Si leurs intérêts sont opposés, ils auront le droit d'augmenter le nombre des arbitres de telle façon que toutes les parties aient une représentation égale. Le Président sera élu conformément aux dispositions de l'article XL.

ARTICLE XLIII. Les parties établiront dans chaque cas le compromis qui devra définir clairement le point spécifique qui fait l'objet du différend, désigner le siège du Tribunal, fixer les règles à observer au cours de la procédure, déterminer le délai dans lequel le jugement doit être prononcé et les autres conditions dont elles conviennent entre elles.

Au cas où un accord ne serait pas obtenu, relativement au compromis, dans un

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

délai de trois mois à compter de la date de l'installation du Tribunal, la Cour internationale de Justice formulera un compromis obligatoire pour les parties, au moyen de la procédure sommaire.

ARTICLE XLIV. Les parties peuvent se faire représenter devant le Tribunal d'Arbitrage par les personnes qu'elles jugent convenable de désigner.

ARTICLE XLV. Au cas où, dans le délai prévu à l'article XL, l'une des parties ne désignerait pas son arbitre et ne présenterait pas sa liste de candidats, l'autre partie aurait le droit de demander au Conseil de l'Organisation de constituer le Tribunal d'Arbitrage. Le Conseil invitera immédiatement la partie défaillante à remplir les obligations précitées dans un délai additionnel de 15 jours à l'échéance duquel le même Conseil procédera à l'établissement du Tribunal de la façon suivante:

a) Il tirera au sort un nom parmi ceux contenus dans la liste présentée par la partie requérante.

b) Il choisira, de la liste générale de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye et à la majorité absolue des voix, deux juristes dont aucun ne devra appartenir au groupe national de l'une des parties.

c) Les trois personnes ainsi désignées, avec celles choisies directement par la partie requérante, éliront, conformément aux dispositions de l'article XL, le cinquième arbitre qui exercera les fonctions de Président.

d) Le Tribunal une fois installé, la procédure fixée à l'article XLIII sera suivie.

ARTICLE XLVI. La décision arbitrale devra être motivée, adoptée à la majorité des voix et publiée après que notification en aura été faite aux parties. Le ou les arbitres dissidents pourront formuler les motifs de leur désaccord.

La décision, dûment prononcée et notifiée aux parties, règlera définitivement le différend, sera sans appel et devra recevoir exécution immédiate.

ARTICLE XLVII. Les différences qui naissent relativement à l'interprétation et l'exécution de la décision arbitrale seront portées devant le Tribunal d'Arbitrage qui a prononcé le jugement.

ARTICLE XLVIII. Dans l'année suivant sa notification, la décision arbitrale pourra donner lieu à une révision devant le même Tribunal qui l'a rendue si l'une des parties le demande, toutes les fois que se découvrira un fait, antérieur au jugement qui était ignoré du Tribunal et du demandeur en révision, et qui au surplus est susceptible, dans l'opinion du Tribunal, d'exercer une influence décisive sur la sentence arbitrale.

ARTICLE XLIX. Chacun des membres du Tribunal recevra une compensation pécuniaire, dont le montant sera fixé par l'accord des parties. Si les parties ne se sont pas entendues sur ce point le Conseil de l'Organisation leur indiquera le montant à accorder. Chacun des gouvernements aura à sa charge ses propres frais et une partie égale des dépenses communes du Tribunal, dans lesquelles seront comprises les compensations précédemment prévues.

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE

CHAPITRE SIX

MISE A EXECUTION DES DECISIONS

ARTICLE L. Si l'une des Hautes Parties Contractantes ne remplit pas les obligations découlant d'un jugement de la Cour internationale de Justice ou d'un jugement arbitral, l'autre ou les autres parties intéressées, avant de recourir au Conseil de Sécurité des Nations Unies, demanderont une Réunion de Consultation des Ministres des Relations extérieures afin que celle-ci convienne des mesures à prendre en vue d'assurer l'exécution de la décision juridique ou arbitrale.

CHAPITRE SEPT

AVIS CONSULTATIFS

ARTICLE LI. Les parties intéressées à la solution d'un différend pourront, d'un commun accord, demander à l'Assemblée générale ou au Conseil de Sécurité des Nations Unies de solliciter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur une question juridique quelconque.

La pétition se fera par l'intermédiaire du Conseil de l'Organisation des Etats Américains.

CHAPITRE HUIT

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE LII. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes conformément à la procédure prévue par leur constitution. L'instrument original sera déposé à l'Union Panaméricaine qui, à cette fin, en enverra copie certifiée authentique aux Gouvernements. Les instruments de ratification seront déposés aux Archives de l'Union Panaméricaine laquelle en notifiera le dépôt aux Gouvernements signataires. Cette notification sera considérée comme un échange de ratifications.

ARTICLE LIII. Le présent Traité entrera en vigueur pour les Hautes Parties Contractantes suivant l'ordre de dépôt de leurs ratifications respectives.

ARTICLE LIV. Tout Etat américain non signataire de ce Traité ou qui aura fait des réserves à son sujet pourra y adhérer ou renoncer à la totalité ou partie de ses réserves, au moyen d'un instrument officiel adressé à l'Union Panaméricaine qui en notifiera les Hautes Parties Contractantes de la façon déterminée au présent Traité.

ARTICLE LV. Si l'une des Hautes Parties Contractantes fait des réserves au présent Traité, ces réserves, à titre de réciprocité, s'appliqueront à tous les Etats signataires en ce qui concerne l'Etat qui les a faites.

ARTICLE LVI. La durée du présent Traité sera indéfinie, mais il pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un an; passé ce délai il cessera de produire ses effets par rapport à la partie qui l'a dénoncé, et demeurera en vigueur en ce qui

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

concerne les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé à l'Union Panaméricaine qui le transmettra aux autres Parties Contractantes.

La dénonciation n'aura aucun effet sur les procédures en cours entamées avant la transmission de l'avis en question.

ARTICLE LVII. Ce Traité sera enregistré au Secrétariat général des Nations Unies par les soins de l'Union Panaméricaine.

ARTICLE LVIII. Les traités, conventions et protocoles ci-après énumérés cesseront de produire leurs effets par rapport aux Hautes Parties Contractantes au fur et à mesure que le présent Traité entrera en vigueur en ce qui les concerne au moyen de leurs ratifications successives:

Traité pour Eviter ou Prévenir les Conflits entre les Etats américains, du 3 mai 1923;

Convention générale de Conciliation interaméricaine, du 5 janvier 1929;

Traité général d'Arbitrage interaméricain et Protocole additionnel d'Arbitrage progressif, du 5 janvier 1929;

Protocole additionnel à la Convention générale de Conciliation interaméricaine, du 26 décembre 1933;

Traité pacifique de Non Aggression et de Conciliation, du 10 octobre 1933;

Convention pour Coordonner, Développer et Assurer l'Application des Traités conclus entre les Etats américains, du 23 décembre 1936;

Traité interaméricain sur les Bons Offices et la Médiation, du 23 décembre 1936; et

Traité relatif à la Prévention des Différends, du 23 décembre 1936.

ARTICLE LIX. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliqueront pas aux procédures déjà entamées ou réglées conformément à l'un des instruments internationaux déjà mentionnés.

ARTICLE LX. Ce Traité aura pour nom: "PACTE DE BOGOTÁ".

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, signent ce Traité au nom de leurs gouvernements respectifs, aux dates mentionnées en regard de leur signature.

Fait à Bogotá, en quatre originaux, l'un en anglais, l'un en espagnol, l'un en français et le quatrième en portugais, le trente avril, mil neuf cent quarante-huit.

RESERVES

Argentine

"La Délégation de la République Argentine, en signant le Traité américain de Règlement pacifique (Pacte de Bogotá), formule des réserves au sujet des articles suivants, auxquels elle n'a pas donné son adhésion:

- 1) Article VII, relatif à la protection des étrangers;

TRAITE AMERICAIN DE REGLEMENT PACIFIQUE

- 2) Chapitre Quatre (article XXXI à article XXXVII), Procédure judiciaire;
- 3) Chapitre Cinq (article XXXVIII à article XLIX), Procédure d'Arbitrage; et
- 4) Chapitre Six (article L), Mise à Exécution des Décisions.

L'arbitrage et le règlement judiciaire possèdent, en tant qu'institutions, la ferme adhésion de la République de l'Argentine, mais la Délégation ne peut accepter la façon dont se trouvent réglementées leurs procédures de mise en application, car, à son avis, elles devraient seulement être établies pour les différends susceptibles de se produire dans l'avenir, ne puisant leur source dans aucun fait, cause ou situation antérieurs à la signature de cet instrument et n'ayant aucun rapport avec ces derniers. L'exécution obligatoire des décisions arbitrales ou judiciaires et la limitation établie qui empêche les Etats de trancher eux-mêmes les questions relevant de leur compétence nationale, conformément à l'article V, sont contraires à la tradition de l'Argentine. Est également contraire à cette tradition la protection des étrangers qui, dans la République Argentine sont protégés, de la même façon que les nationaux, par la loi suprême."

Bolivie

"La Délégation de Bolivie formule une réserve en ce qui concerne l'article VI, car elle estime que les procédures pacifiques peuvent également s'appliquer aux différends relatifs à des questions résolues par arrangement entre les parties, lorsque pareil arrangement touche aux intérêts vitaux d'un Etat."

Equateur

"La Délégation de l'Equateur, en souscrivant à ce Pacte, formule une réserve expresse relativement à l'article VI et à toute disposition qui viole les principes proclamés ou les stipulations contenues dans la Charte des Nations Unies, dans la Charte de l'Organisation des Etats Américains ou dans la Constitution de la République de l'Equateur, ou qui n'est pas en harmonie avec ceux-ci."

Etats-Unis d'Amérique

"1. Les Etats-Unis d'Amérique ne s'engagent pas, en cas de conflit dans lequel ils se considèrent comme partie lésée, à soumettre à la Cour internationale de Justice un différend qui ne relève pas proprement de la compétence de la Cour.

2. La soumission de la part des Etats-Unis d'Amérique d'un différend quelconque à l'arbitrage, et non au règlement judiciaire, dépendra de la conclusion d'un accord spécial entre les parties intéressées.

3. L'acceptation par les Etats-Unis d'Amérique de la juridiction de la Cour internationale de Justice comme obligatoire *ipso facto* et sans accord spécial, telle que cette juridiction est établie au présent Traité, se trouve déterminée par toute limitation de juridiction et autre catégorie de limitation contenues dans les déclarations faites par les Etats-Unis conformément à l'article 36, paragraphe 4 du Statut de la Cour, et qui sont en vigueur au moment de l'étude d'un cas déterminé.

NEUVIEME CONFERENCE INTERNATIONALE AMERICAINE

4. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne peut accepter l'article VII relatif à la protection diplomatique et à l'épuisement des ressources. Pour sa part, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique maintient les règles de la protection diplomatique, y compris la règle de l'épuisement des ressources locales pour les étrangers, ainsi qu'il est réglé par le droit international."

Paraguay

"La Délégation du Paraguay formule la réserve suivante:

Le Paraguay soumet à l'accord préalable des parties la procédure arbitrale établie dans ce protocole au sujet de toute question de caractère non juridique qui touche à la souveraineté nationale et dont il n'est pas expressément convenu dans les traités actuellement en vigueur."

Pérou

"La Délégation du Pérou formule les réserves suivantes:

1. Réserve à la deuxième partie de l'article V, car elle estime que la juridiction intérieure doit être fixée par l'Etat lui-même.

2. Réserve à l'article XXXIII et la partie de l'article XXXIV qui s'y rapporte, car elle estime que les exceptions de la chose jugée résolue au moyen d'un accord entre les parties ou régie par les accords ou traités en vigueur, empêchent, en raison de leur nature objective et péremptoire, l'application à ces cas de toute procédure.

3. Réserve à l'article XXXV, parce que, avant qu'il soit recouru à l'arbitrage, la réunion de l'Organe de Consultation peut être convoquée, sur la demande d'une partie, ainsi que l'établit la Charte de l'Organisation des Etats Américains.

4. Réserve à l'article XLV, car elle estime que l'emploi de l'arbitrage sans intervention d'une partie se trouve en contradiction avec ses préceptes constitutionnels."

Nicaragua

"La Délégation du Nicaragua, tout en donnant son approbation au Traité américain de Règlement pacifique (Pacte de Bogotá), désire déclarer dans l'Acte qu'aucune des dispositions contenues dans ledit Traité ne peut détourner le Gouvernement du Nicaragua de la position qu'il a toujours prise en ce qui concerne les décisions arbitrales dont la validité a été contestée en se basant sur les principes du droit international, lequel permet clairement de contester des décisions arbitrales jugées nulles ou viciées. En conséquence, la Délégation du Nicaragua, en donnant sa signature au Traité, formule une réserve au sujet de l'acceptation des décisions arbitrales que le Nicaragua a contestées et dont la validité n'a pas été établie.

La Délégation de Nicaragua réitère de cette façon la déclaration qu'elle a faite le 28 courant en approuvant le texte du Traité mentionné de la Troisième Commission."

AMERICAN TREATY ON PACIFIC SETTLEMENT

"PACT OF BOGOTA"

In the name of their peoples, the Governments represented at the Ninth International Conference of American States have resolved, in fulfillment of Article 23 of the Charter of the Organization of American States, to conclude the following Treaty:

CHAPTER ONE

GENERAL OBLIGATION TO SETTLE DISPUTES BY PACIFIC MEANS

ARTICLE I. The High Contracting Parties, solemnly reaffirming their commitments made in earlier international conventions and declarations, as well as in the Charter of the United Nations, agree to refrain from the threat or the use of force, or from any other means of coercion for the settlement of their controversies, and to have recourse at all times to pacific procedures.

ARTICLE II. The High Contracting Parties recognize the obligation to settle international controversies by regional pacific procedures before referring them to the Security Council of the United Nations.

Consequently, in the event that a controversy arises between two or more signatory States which, in the opinion of the parties, cannot be settled by direct negotiations through the usual diplomatic channels, the parties bind themselves to use the procedures established in the present Treaty, in the manner and under the conditions provided for in the following articles, or, alternatively, such special procedures as, in their opinion, will permit them to arrive at a solution.

ARTICLE III. The order of the pacific procedures established in the present Treaty does not signify that the parties may not have recourse to the procedure which they consider most appropriate in each case, or that they should use all these procedures, or that any of them have preference over others except as expressly provided.

ARTICLE IV. Once any pacific procedure has been initiated, whether by agreement between the parties or in fulfillment of the present Treaty or a previous pact, no other procedure may be commenced until that procedure is concluded.

ARTICLE V. The aforesaid procedures may not be applied to matters which, by their nature, are within the domestic jurisdiction of the State. If the parties are not in agreement as to whether the controversy concerns a matter of domestic jurisdiction, this preliminary question shall be submitted to decision by the International Court of Justice, at the request of any of the parties.

ARTICLE VI. The aforesaid procedures, furthermore, may not be applied to matters already settled by arrangement between the parties, or by arbitral award

or by decision of an international court, or which are governed by agreements or treaties in force on the date of the conclusion of the present Treaty.

ARTICLE VII. The High Contracting Parties bind themselves not to make diplomatic representations in order to protect their nationals, or to refer a controversy to a court of international jurisdiction for that purpose, when the said nationals have had available the means to place their case before competent domestic courts of the respective State.

ARTICLE VIII. Neither recourse to pacific means for the solution of controversies, nor the recommendation of their use, shall, in the case of an armed attack, be ground for delaying the exercise of the right of individual or collective self-defense, as provided for in the Charter of the United Nations.

CHAPTER TWO

PROCEDURES OF GOOD OFFICES AND MEDIATION

ARTICLE IX. The procedure of good offices consists in the attempt by one or more American Governments not parties to the controversy, or by one or more eminent citizens of any American State which is not a party to the controversy, to bring the parties together, so as to make it possible for them to reach an adequate solution between themselves.

ARTICLE X. Once the parties have been brought together and have resumed direct negotiations, no further action is to be taken by the States or citizens that have offered their good offices or have accepted an invitation to offer them; they may, however, by agreement between the parties, be present at the negotiations.

ARTICLE XI. The procedure of mediation consists in the submission of the controversy to one or more American Governments not parties to the controversy, or to one or more eminent citizens of any American State not a party to the controversy. In either case, the mediator or mediators shall be chosen by mutual agreement between the parties.

ARTICLE XII. The functions of the mediator or mediators shall be to assist the parties in the settlement of controversies in the simplest and most direct manner, avoiding formalities and seeking an acceptable solution. No report shall be made by the mediator and, so far as he is concerned, the proceedings shall be wholly confidential.

ARTICLE XIII. In the event that the High Contracting Parties have agreed to the procedure of mediation but are unable to reach an agreement within two months on the selection of the mediator or mediators, or no solution to the controversy has been reached within five months after mediation has begun, the parties shall have recourse without delay to any one of the other procedures of peaceful settlement established in the present Treaty.

ARTICLE XIV. The High Contracting Parties may offer their mediation, either individually or jointly, but they agree not to do so while the controversy is in process of settlement by any of the other procedures established in the present Treaty.

CHAPTER THREE

PROCEDURE OF INVESTIGATION AND CONCILIATION

ARTICLE XV. The procedure of investigation and conciliation consists in the submission of the controversy to a Commission of Investigation and Conciliation, which shall be established in accordance with the provisions established in subsequent articles of the present Treaty, and which shall function within the limitations prescribed therein.

ARTICLE XVI. The party initiating the procedure of investigation and conciliation shall request the Council of the Organization of American States to convoke the Commission of Investigation and Conciliation. The Council for its part shall take immediate steps to convoke it.

Once the request to convoke the Commission has been received, the controversy between the parties shall immediately be suspended, and the parties shall refrain from any act that might make conciliation more difficult. To that end, at the request of one of the parties, the Council of the Organization of American States may, pending the convocation of the Commission, make appropriate recommendations to the parties.

ARTICLE XVII. Each of the High Contracting Parties may appoint, by means of a bilateral agreement consisting of a simple exchange of notes with each of the other signatories, two members of the Commission of Investigation and Conciliation, only one of whom may be of its own nationality. The fifth member, who shall perform the functions of Chairman, shall be selected immediately by common agreement of the members thus appointed.

Any one of the contracting parties may remove members whom it has appointed, whether nationals or aliens; at the same time it shall appoint the successor. If this is not done, the removal shall be considered as not having been made. The appointments and substitutions shall be registered with the Pan American Union, which shall endeavor to ensure that the commissions maintain their full complement of five members.

ARTICLE XVIII. Without prejudice to the provisions of the foregoing article, the Pan American Union shall draw up a permanent panel of American conciliators, to be made up as follows:

(a) Each of the High Contracting Parties shall appoint, for three-year periods, two of their nationals who enjoy the highest reputation for fairness, competence and integrity.

(b) The Pan American Union shall request of the candidates, notice of their formal acceptance, and it shall place on the panel of conciliators the names of the persons who so notify it.

(c) The Governments may, at any time, fill vacancies occurring among their appointees; and they may reappoint their members.

ARTICLE XIX. In the event that a controversy should arise between two or more American States that have not appointed the Commission referred to in Article

XVII, the following procedure shall be observed:

(a) Each party shall designate two members from the permanent panel of American conciliators, who are not of the same nationality as the appointing party.

(b) These four members shall in turn choose a fifth member, from the permanent panel, not of the nationality of either party.

(c) If, within a period of 30 days following the notification of their selection, the four members are unable to agree upon a fifth member, they shall each separately list the conciliators composing the permanent panel, in order of their preference, and upon comparison of the lists so prepared, the one who first receives a majority of votes shall be declared elected. The person so elected shall perform the duties of Chairman of the Commission.

ARTICLE XX. In convening the Commission of Investigation and Conciliation, the Council of the Organization of American States shall determine the place where the Commission shall meet. Thereafter, the Commission may determine the place or places in which it is to function, taking into account the best facilities for the performance of its work.

ARTICLE XXI. When more than two States are involved in the same controversy, the States that hold similar points of view shall be considered as a single party. If they have different interests they shall be entitled to increase the number of conciliators in order that all parties may have equal representation. The Chairman shall be elected in the manner set forth in Article XIX.

ARTICLE XXII. It shall be the duty of the Commission of Investigation and Conciliation to clarify the points in dispute between the parties and to endeavor to bring about an agreement between them upon mutually acceptable terms. The Commission shall institute such investigations of the facts involved in the controversy as it may deem necessary for the purpose of proposing acceptable bases of settlement.

ARTICLE XXIII. It shall be the duty of the parties to facilitate the work of the Commission and to supply it, to the fullest extent possible, with all useful documents and information, and also to use the means at their disposal to enable the Commission to summon and hear witnesses or experts and perform other tasks in the territories of the parties, in conformity with their laws.

ARTICLE XXIV. During the proceedings before the Commission, the parties shall be represented by plenipotentiary delegates or by agents, who shall serve as intermediaries between them and the Commission. The parties and the Commission may use the services of technical advisers and experts.

ARTICLE XXV. The Commission shall conclude its work within a period of six months from the date of its installation; but the parties may, by mutual agreement, extend the period.

ARTICLE XXVI. If, in the opinion of the parties, the controversy relates exclusively to questions of fact, the Commission shall limit itself to investigating such questions, and shall conclude its activities with an appropriate report.

ARTICLE XXVII. If an agreement is reached by conciliation, the final report of the Commission shall be limited to the text of the agreement and shall be published after its transmittal to the parties, unless the parties decide otherwise. If no agreement is reached, the final report shall contain a summary of the work of the Commission; it shall be delivered to the parties, and shall be published after the expiration of six months unless the parties decide otherwise. In both cases, the final report shall be adopted by a majority vote.

ARTICLE XXVIII. The reports and conclusions of the Commission of Investigation and Conciliation shall not be binding upon the parties, either with respect to the statement of facts or in regard to questions of law, and they shall have no other character than that of recommendations submitted for the consideration of the parties in order to facilitate a friendly settlement of the controversy.

ARTICLE XXIX. The Commission of Investigation and Conciliation shall transmit to each of the parties, as well as to the Pan American Union, certified copies of the minutes of its proceedings. These minutes shall not be published unless the parties so decide.

ARTICLE XXX. Each member of the Commission shall receive financial remuneration, the amount of which shall be fixed by agreement between the parties. If the parties do not agree thereon, the Council of the Organization shall determine the remuneration. Each government shall pay its own expenses and an equal share of the common expenses of the Commission, including the aforementioned remunerations.

CHAPTER FOUR
JUDICIAL PROCEDURE

ARTICLE XXXI. In conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice, the High Contracting Parties declare that they recognize, in relation to any other American State, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto*, without the necessity of any special agreement so long as the present Treaty is in force, in all disputes of a juridical nature that arise among them concerning:

- (a) The interpretation of a treaty;
- (b) Any question of international law;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute the breach of an international obligation; or
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

ARTICLE XXXII. When the conciliation procedure previously established in the present Treaty or by agreement of the parties does not lead to a solution, and the said parties have not agreed upon an arbitral procedure, either of them shall be entitled to have recourse to the International Court of Justice in the manner prescribed in Article 40 of the Statute thereof. The Court shall have compulsory jurisdiction in accordance with Article 36, paragraph 1, of the said Statute.

ARTICLE XXXIII. If the parties fail to agree as to whether the Court has jurisdiction over the controversy, the Court itself shall first decide that question.

ARTICLE XXXIV. If the Court, for the reasons set forth in Articles V, VI and VII of this Treaty, declares itself to be without jurisdiction to hear the controversy, such controversy shall be declared ended.

ARTICLE XXXV. If the Court for any other reason declares itself to be without jurisdiction to hear and adjudge the controversy, the High Contracting Parties obligate themselves to submit it to arbitration, in accordance with the provisions of Chapter Five of this Treaty.

ARTICLE XXXVI. In the case of controversies submitted to the judicial procedure to which this Treaty refers, the decision shall devolve upon the full Court, or, if the parties so request, upon a special chamber in conformity with Article 26 of the Statute of the Court. The parties may agree, moreover, to have the controversy decided *ex aequo et bono*.

ARTICLE XXXVII. The procedure to be followed by the Court shall be that established in the Statute thereof.

CHAPTER FIVE

PROCEDURE OF ARBITRATION

ARTICLE XXXVIII. Notwithstanding the provisions of Chapter Four of this Treaty, the High Contracting Parties may, if they so agree, submit to arbitration differences of any kind, whether juridical or not, that have arisen or may arise in the future between them.

ARTICLE XXXIX. The Arbitral Tribunal to which a controversy is to be submitted shall, in the cases contemplated in Articles XXXV and XXXVIII of the present Treaty, be constituted in the following manner, unless there exists an agreement to the contrary.

ARTICLE XL. (1) Within a period of two months after notification of the decision of the Court in the case provided for in Article XXXV, each party shall name one arbiter of recognized competence in questions of international law and of the highest integrity, and shall transmit the designation to the Council of the Organization. At the same time, each party shall present to the Council a list of 10 jurists chosen from among those on the general panel of members of the Permanent Court of Arbitration of The Hague who do not belong to its national group and who are willing to be members of the Arbitral Tribunal.

(2) The Council of the Organization shall, within the month following the presentation of the lists, proceed to establish the Arbitral Tribunal in the following manner:

(a) If the lists presented by the parties contain three names in common, such persons, together with the two directly named by the parties, shall constitute the Arbitral Tribunal.

(b) In case these lists contain more than three names in common, the three arbiters needed to complete the Tribunal shall be selected by lot.

(c) In the circumstances envisaged in the two preceding clauses, the five arbiters designated shall choose one of their number as presiding officer.

(d) If the lists contain only two names in common, such candidates and the two arbiters directly selected by the parties shall by common agreement choose the fifth arbiter, who shall preside over the Tribunal. The choice shall devolve upon a jurist on the aforesaid general panel of the Permanent Court of Arbitration of The Hague who has not been included in the lists drawn up by the parties.

(e) If the lists contain only one name in common, that person shall be a member of the Tribunal, and another name shall be chosen by lot from among the 18 jurists remaining on the above-mentioned lists. The presiding officer shall be elected in accordance with the procedure established in the preceding clause.

(f) If the lists contain no names in common, one arbiter shall be chosen by lot from each of the lists; and the fifth arbiter, who shall act as presiding officer, shall be chosen in the manner previously indicated.

(g) If the four arbiters cannot agree upon a fifth arbiter within one month after the Council of the Organization has notified them of their appointment, each of them shall separately arrange the list of jurists in the order of their preference and, after comparison of the lists so formed, the person who first obtains a majority vote shall be declared elected.

ARTICLE XLI. The parties may by mutual agreement establish the Tribunal in the manner they deem most appropriate; they may even select a single arbiter, designating in such case a chief of state, an eminent jurist, or any court of justice in which the parties have mutual confidence.

ARTICLE XLII. When more than two States are involved in the same controversy, the States defending the same interests shall be considered as a single party. If they have opposing interests they shall have the right to increase the number of arbiters so that all parties may have equal representation. The presiding officer shall be selected by the method established in Article XL.

ARTICLE XLIII. The parties shall in each case draw up a special agreement clearly defining the specific matter that is the subject of the controversy, the seat of the Tribunal, the rules of procedure to be observed, the period within which the award is to be handed down and such other conditions as they may agree upon among themselves.

If the special agreement cannot be drawn up within three months after the date of the installation of the Tribunal, it shall be drawn up by the International Court of Justice through summary procedure, and shall be binding upon the parties.

ARTICLE XLIV. The parties may be represented before the Arbitral Tribunal by such persons as they may designate.

ARTICLE XLV. If one of the parties fails to designate its arbiter and present its list of candidates within the period provided for in Article XL, the other party shall have the right to request the Council of the Organization to establish the Arbitral Tribunal. The Council shall immediately urge the delinquent party to fulfill its

obligations within an additional period of 15 days, after which time the Council itself shall establish the Tribunal in the following manner:

(a) It shall select a name by lot from the list presented by the petitioning party.

(b) It shall choose, by absolute majority vote, two jurists from the general panel of the Permanent Court of Arbitration of The Hague who do not belong to the national group of any of the parties.

(c) The three persons so designated, together with the one directly chosen by the petitioning party, shall select the fifth arbiter, who shall act as presiding officer, in the manner provided for in Article XL.

(d) Once the Tribunal is installed, the procedure established in Article XLIII shall be followed.

ARTICLE XLVI. The award shall be accompanied by a supporting opinion, shall be adopted by a majority vote and shall be published after notification thereof has been given to the parties. The dissenting arbiter or arbiters shall have the right to state the grounds for their dissent.

The award, once it is duly handed down and made known to the parties, shall settle the controversy definitively, shall not be subject to appeal and shall be carried out immediately.

ARTICLE XLVII. Any differences that arise in regard to the interpretation or execution of the award shall be submitted to the decision of the Arbitral Tribunal that rendered the award.

ARTICLE XLVIII. Within a year after notification thereof, the award shall be subject to review by the same Tribunal at the request of one of the parties, provided a previously existing fact is discovered unknown to the Tribunal and to the party requesting the review, and provided the Tribunal is of the opinion that such fact might have a decisive influence on the award.

ARTICLE XLIX. Every member of the Tribunal shall receive financial remuneration, the amount of which shall be fixed by agreement between the parties. If the parties do not agree on the amount, the Council of the Organization shall determine the remuneration. Each government shall pay its own expenses and an equal share of the common expenses of the Tribunal, including the aforementioned remunerations.

CHAPTER SIX

FULFILLMENT OF DECISIONS

ARTICLE L. If one of the High Contracting Parties should fail to carry out the obligations imposed upon it by a decision of the International Court of Justice or by an arbitral award, the other party or parties concerned shall, before resorting to the Security Council of the United Nations, propose a Meeting of Consultation of Ministers of Foreign Affairs to agree upon appropriate measures to ensure the fulfillment of the judicial decision or arbitral award.

AMERICAN TREATY ON PACIFIC SETTLEMENT

91

CHAPTER SEVEN

ADVISORY OPINIONS

ARTICLE LI. The parties concerned in the solution of a controversy may, by agreement, petition the General Assembly or the Security Council of the United Nations to request an advisory opinion of the International Court of Justice on any juridical question.

The petition shall be made through the Council of the Organization of American States.

CHAPTER EIGHT

FINAL PROVISIONS

ARTICLE LII. The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their constitutional procedures. The original instrument shall be deposited in the Pan American Union, which shall transmit an authentic certified copy to each government for the purpose of ratification. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union, which shall notify the signatory governments of the deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications.

ARTICLE LIII. This Treaty shall come into effect between the High Contracting Parties in the order in which they deposit their respective ratifications.

ARTICLE LIV. Any American State which is not a signatory to the present Treaty, or which has made reservations thereto, may adhere to it, or may withdraw its reservations in whole or in part, by transmitting an official instrument to the Pan American Union, which shall notify the other High Contracting Parties in the manner herein established.

ARTICLE LV. Should any of the High Contracting Parties make reservations concerning the present Treaty, such reservations shall, with respect to the State that makes them, apply to all signatory States on the basis of reciprocity.

ARTICLE LVI. The present Treaty shall remain in force indefinitely, but may be denounced upon one year's notice, at the end of which period it shall cease to be in force with respect to the State denouncing it, but shall continue in force for the remaining signatories. The denunciation shall be addressed to the Pan American Union, which shall transmit it to the other Contracting Parties.

The denunciation shall have no effect with respect to pending procedures initiated prior to the transmission of the particular notification.

ARTICLE LVII. The present Treaty shall be registered with the Secretariat of the United Nations through the Pan American Union.

ARTICLE LVIII. As this Treaty comes into effect through the successive ratifications of the High Contracting Parties, the following Treaties, Conventions and Protocols shall cease to be in force with respect to such parties:

Treaty to Avoid or Prevent Conflicts between the American States, of May 3, 1923;

General Convention of Inter-American Conciliation, of January 5, 1929;
General Treaty of Inter-American Arbitration and Additional Protocol of Progressive Arbitration, of January 5, 1929;

Additional Protocol to the General Convention of Inter-American Conciliation, of December 26, 1933;

Anti-War Treaty of Non-Aggression and Conciliation, of October 10, 1933;

Convention to Coordinate, Extend and Assure the Fulfillment of the Existing Treaties between the American States, of December 23, 1936;

Inter-American Treaty on Good Offices and Mediation, of December 23, 1936;
and

Treaty on the Prevention of Controversies, of December 23, 1936.

ARTICLE LIX. The provisions of the foregoing article shall not apply to procedures already initiated or agreed upon in accordance with any of the above-mentioned international instruments.

ARTICLE LX. The present Treaty shall be called the "PACT OF BOGOTÁ".

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, having deposited their full powers, found to be in good and due form, sign the present Treaty, in the name of their respective governments, on the dates appearing below their signatures.¹

Done at the city of Bogotá, in four texts, in the English, French, Portuguese and Spanish languages respectively, on the thirtieth day of April, of the year one thousand nine hundred and forty-eight

RESERVATIONS

Argentina

"The Delegation of the Argentine Republic, on signing the American Treaty on Pacific Settlement (Pact of Bogotá), makes reservations in regard to the following articles, to which it does not adhere:

- 1) VII, concerning the protection of aliens;
 - 2) Chapter Four (Articles XXXI to XXXVII), Judicial Procedure;
 - 3) Chapter Five (Articles XXXVIII to XLIX), Procedure of Arbitration;
- and
- 4) Chapter Six (Article L), Fulfillment of Decisions.

Arbitration and judicial procedure have, as institutions, the firm adherence of the Argentine Republic, but the Delegation cannot accept the form in which the procedures for their application have been regulated, since, in its opinion, they should have been established only for controversies arising in the future and not originating in or having any relation to causes, situations or facts existing before the signing of this instrument. The compulsory execution of arbitral or judicial decisions and the limitation which prevents the States from judging for themselves in regard to matters that pertain to their domestic jurisdiction in accordance with

¹ For signatures, see p. 119.

Article V, are contrary to Argentine tradition. The protection of aliens, who in the Argentine Republic are protected by its Supreme Law to the same extent as the nationals, is also contrary to that tradition."

Bolivia

"The Delegation of Bolivia makes a reservation with regard to Article VI, inasmuch as it considers that pacific procedures may also be applied to controversies arising from matters settled by arrangement between the parties, when the said arrangement affects the vital interests of a State."

Ecuador

"The Delegation of Ecuador, upon signing this Pact, makes an express reservation with regard to Article VI and also every provision that contradicts, or is not in harmony with, the principles proclaimed by or the stipulations contained in the Charter of the United Nations, the Charter of the Organization of American States, or the Constitution of the Republic of Ecuador."

United States of America

"1. The United States does not undertake as the complainant State to submit to the International Court of Justice any controversy which is not considered to be properly within the jurisdiction of the Court.

2. The submission on the part of the United States of any controversy to arbitration, as distinguished from judicial settlement, shall be dependent upon the conclusion of a special agreement between the parties to the case.

3. The acceptance by the United States of the jurisdiction of the International Court of Justice as compulsory *ipso facto* and without special agreement, as provided in this Treaty, is limited by any jurisdictional or other limitations contained in any declaration deposited by the United States under Article 36, paragraph 4, of the Statute of the Court, and in force at the time of the submission of any case.

4. The Government of the United States cannot accept Article VII relating to diplomatic protection and the exhaustion of remedies. For its part, the Government of the United States maintains the rules of diplomatic protection, including the rule of exhaustion of local remedies by aliens, as provided by international law."

Paraguay

"The Delegation of Paraguay makes the following reservation:

Paraguay stipulates the prior agreement of the parties as a prerequisite to the arbitration procedure established in this Treaty for every question of a nonjuridical nature affecting national sovereignty and not specifically agreed upon in treaties now in force."

Peru

"The Delegation of Peru makes the following reservations:

1. Reservation with regard to the second part of Article V, because it considers that domestic jurisdiction should be defined by the State itself.

NINTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES

2. Reservation with regard to Article XXXIII and the pertinent part of Article XXIV, inasmuch as it considers that the exceptions of *res judicata*, resolved by settlement between the parties or governed by agreements and treaties in force, determine, in virtue of their objective and peremptory nature, the exclusion of these cases from the application of every procedure.

3. Reservation with regard to Article XXXV, in the sense that, before arbitration is resorted to, there may be, at the request of one of the parties, a meeting of the Organ of Consultation, as established in the Charter of the Organization of American States.

4. Reservation with regard to Article XLV, because it believes that arbitration set up without the participation of one of the parties is in contradiction with its constitutional provisions."

Nicaragua

"The Nicaraguan Delegation, on giving its approval to the American Treaty on Pacific Settlement (Pact of Bogotá), wishes to record expressly that no provisions contained in the said Treaty may prejudice any position assumed by the Government of Nicaragua with respect to arbitral decisions the validity of which it has contested on the basis of the principles of international law, which clearly permit arbitral decisions to be attacked when they are adjudged to be null or invalidated. Consequently, the signature of the Nicaraguan Delegation to the Treaty in question cannot be alleged as an acceptance of any arbitral decisions that Nicaragua has contested and the validity of which is not certain.

Hence the Nicaraguan Delegation reiterates the statement made on the 28th of the current month on approving the text of the above-mentioned Treaty in Committee III."

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACIFICAS
"PACTO DE BOGOTÁ"

En nombre de sus pueblos, los Gobiernos representados en la Novena Conferencia Internacional Americana, han resuelto, en cumplimiento del Artículo 23 de la Carta de la Organización de los Estados Americanos, celebrar el siguiente Tratado:

CAPITULO PRIMERO

OBLIGACION GENERAL DE RESOLVER LAS CONTROVERSIAS
POR MEDIOS PACIFICOS

ARTÍCULO I. Las Altas Partes Contratantes, reafirmando solemnemente sus compromisos contraídos por anteriores convenciones y declaraciones internacionales así como por la Carta de las Naciones Unidas, convienen en abstenerse de la amenaza, del uso de la fuerza o de cualquier otro medio de coacción para el arreglo de sus controversias y en recurrir en todo tiempo a procedimientos pacíficos.

ARTÍCULO II. Las Altas Partes Contratantes reconocen la obligación de resolver las controversias internacionales por los procedimientos pacíficos regionales antes de llevarlas al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

En consecuencia, en caso de que entre dos o más Estados signatarios se suscite una controversia que, en opinión de las partes, no pueda ser resuelta por negociaciones directas a través de los medios diplomáticos usuales, las partes se comprometen a hacer uso de los procedimientos establecidos en este Tratado en la forma y condiciones previstas en los artículos siguientes, o bien de los procedimientos especiales que, a su juicio, les permitan llegar a una solución.

ARTÍCULO III. El orden de los procedimientos pacíficos establecido en el presente Tratado no significa que las partes no puedan recurrir al que consideren más apropiado en cada caso, ni que deban seguirlos todos, ni que exista, salvo disposición expresa al respecto, prelación entre ellos.

ARTÍCULO IV. Iniciado uno de los procedimientos pacíficos, sea por acuerdo de las partes, o en cumplimiento del presente Tratado, o de un pacto anterior, no podrá incoarse otro procedimiento antes de terminar aquél.

ARTÍCULO V. Dichos procedimientos no podrán aplicarse a las materias que por su esencia son de la jurisdicción interna del Estado. Si las partes no estuvieren de acuerdo en que la controversia se refiere a un asunto de jurisdicción interna, a solicitud de cualquiera de ellas esta cuestión previa será sometida a la decisión de la Corte Internacional de Justicia.

ARTÍCULO VI. Tampoco podrán aplicarse dichos procedimientos a los asuntos ya resueltos por arreglo de las partes, o por laudo arbitral, o por sentencia de un tribunal internacional, o que se hallen regidos por acuerdos o tratados en vigencia en la fecha de la celebración del presente Pacto.

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

ARTÍCULO VII. Las Altas Partes Contratantes se obligan a no intentar reclamación diplomática para proteger a sus nacionales, ni a iniciar al efecto una controversia ante la jurisdicción internacional, cuando dichos nacionales hayan tenido expeditos los medios para acudir a los tribunales domésticos competentes del Estado respectivo.

ARTÍCULO VIII. El recurso a los medios pacíficos de solución de las controversias, o la recomendación de su empleo, no podrán ser motivo, en caso de ataque armado, para retardar el ejercicio del derecho de legítima defensa individual o colectiva, previsto en la Carta de las Naciones Unidas.

CAPITULO SEGUNDO

PROCEDIMIENTOS DE BUENOS OFICIOS Y DE MEDIACION

ARTÍCULO IX. El procedimiento de los buenos oficios consiste en la gestión de uno o más Gobiernos Americanos o de uno o más ciudadanos eminentes de cualquier Estado Americano, ajenos a la controversia, en el sentido de aproximar a las partes, proporcionándoles la posibilidad de que encuentren directamente una solución adecuada.

ARTÍCULO X. Una vez que se haya logrado el acercamiento de las partes y que éstas hayan reanudado las negociaciones directas, quedará terminada la gestión del Estado o del ciudadano que hubiere ofrecido sus buenos oficios o aceptado la invitación a interponerlos; sin embargo, por acuerdo de las partes, podrán aquéllos estar presentes en las negociaciones.

ARTÍCULO XI. El procedimiento de mediación consiste en someter la controversia a uno o más Gobiernos Americanos, o a uno o más ciudadanos eminentes de cualquier Estado Americano extraños a la controversia. En uno y otro caso el mediador o los mediadores serán escogidos de común acuerdo por las partes.

ARTÍCULO XII. Las funciones del mediador o mediadores consistirán en asistir a las partes en el arreglo de las controversias de la manera más sencilla y directa, evitando formalidades y procurando hallar una solución aceptable. El mediador se abstendrá de hacer informe alguno y, en lo que a él atañe, los procedimientos serán absolutamente confidenciales.

ARTÍCULO XIII. En el caso de que las Altas Partes Contratantes hayan acordado el procedimiento de mediación y no pudieren ponerse de acuerdo en el plazo de dos meses sobre la elección del mediador o mediadores; o si iniciada la mediación transcurrieren hasta cinco meses sin llegar a la solución de la controversia, recurrirán sin demora a cualquiera de los otros procedimientos de arreglo pacífico establecidos en este Tratado.

ARTÍCULO XIV. Las Altas Partes Contratantes podrán ofrecer su mediación, bien sea individual o conjuntamente; pero convienen en no hacerlo mientras la controversia esté sujeta a otro de los procedimientos establecidos en el presente Tratado.

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACIFICAS

CAPITULO TERCERO

PROCEDIMIENTO DE INVESTIGACION Y CONCILIACION

ARTÍCULO XV. El procedimiento de investigación y conciliación consiste en someter la controversia a una comisión de investigación y conciliación que será constituida con arreglo a las disposiciones establecidas en los subsecuentes artículos del presente Tratado, y que funcionará dentro de las limitaciones en él señaladas.

ARTÍCULO XVI. La parte que promueva el procedimiento de investigación y conciliación pedirá al Consejo de la Organización de los Estados Americanos que convoque la Comisión de Investigación y Conciliación. El Consejo, por su parte, tomará las providencias inmediatas para convocarla.

Recibida la solicitud para que se convoque la Comisión, quedará inmediatamente suspendida la controversia entre las partes y éstas se abstendrán de todo acto que pueda dificultar la conciliación. Con este fin, el Consejo de la Organización de los Estados Americanos, podrá, a petición de parte mientras esté en trámite la convocatoria de la Comisión, hacerles recomendaciones en dicho sentido.

ARTÍCULO XVII. Las Altas Partes Contratantes podrán nombrar por medio de un acuerdo bilateral que se hará constar en un simple cambio de notas con cada uno de los otros signatarios, dos miembros de la Comisión de Investigación y Conciliación, de los cuales uno solo podrá ser de su propia nacionalidad. El quinto será elegido inmediatamente de común acuerdo por los ya designados y desempeñará las funciones de Presidente.

Cualquiera de las Partes Contratantes podrá reemplazar a los miembros que hubiere designado, sean éstos nacionales o extranjeros; y en el mismo acto deberá nombrar al substituto. En caso de no hacerlo, la remoción se tendrá por no formulada. Los nombramientos y substituciones deberán registrarse en la Unión Panamericana, que velará por que las Comisiones de cinco miembros estén siempre integradas.

ARTÍCULO XVIII. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo anterior, la Unión Panamericana formará un Cuadro Permanente de Conciliadores Americanos que será integrado así:

a) Cada una de las Altas Partes Contratantes designará, por períodos de tres años, dos de sus nacionales que gocen de la más alta reputación por su ecuanimidad, competencia y honorabilidad.

b) La Unión Panamericana recabará la aceptación expresa de los candidatos y pondrá los nombres de las personas que le comuniquen su aceptación en el Cuadro de Conciliadores.

c) Los Gobiernos podrán en cualquier momento llenar las vacantes que ocurran entre sus designados y nombrarlos nuevamente.

ARTÍCULO XIX. En el caso de que ocurriere una controversia entre dos o más Estados Americanos que no tuvieran constituida la Comisión a que se refiere el

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

Artículo XVII, se observará el siguiente procedimiento:

- a) Cada parte designará dos miembros elegidos del Cuadro Permanente de Conciliadores Americanos, que no pertenezcan a la nacionalidad del designante.
- b) Estos cuatro miembros escogerán a su vez un quinto conciliador extraño a las partes, dentro del Cuadro Permanente.
- c) Si dentro del plazo de 30 días después de haber sido notificados de su elección, los cuatro miembros no pudieren ponerse de acuerdo para escoger el quinto, cada uno de ellos formará separadamente la lista de conciliadores, tomándola del Cuadro Permanente en el orden de su preferencia; y después de comparar las listas así formadas se declarará electo aquél que primero reúna una mayoría de votos. El elegido ejercerá las funciones de Presidente de la Comisión.

ARTÍCULO XX. El Consejo de la Organización de los Estados Americanos al convocar la Comisión de Investigación y Conciliación determinará el lugar donde ésta haya de reunirse. Con posterioridad, la Comisión podrá determinar el lugar o lugares en donde deba funcionar, tomando en consideración las mayores facilidades para la realización de sus trabajos.

ARTÍCULO XXI. Cuando más de dos Estados estén implicados en la misma controversia, los Estados que sostengan iguales puntos de vista serán considerados como una sola parte. Si tuviesen intereses diversos tendrán derecho a aumentar el número de conciliadores con el objeto de que todas las partes tengan igual representación. El Presidente será elegido en la forma establecida en el Artículo XIX.

ARTÍCULO XXII. Corresponde a la Comisión de Investigación y Conciliación esclarecer los puntos controvertidos, procurando llevar a las partes a un acuerdo en condiciones recíprocamente aceptables. La Comisión promoverá las investigaciones que estime necesarias sobre los hechos de la controversia, con el propósito de proponer bases aceptables de solución.

ARTÍCULO XXIII. Es deber de las partes facilitar los trabajos de la Comisión y suministrarle, de la manera más amplia posible, todos los documentos e informaciones útiles, así como también emplear los medios de que dispongan para permitirle que proceda a citar y oír testigos o peritos y practicar otras diligencias, en sus respectivos territorios y de conformidad con sus leyes.

ARTÍCULO XXIV. Durante los procedimientos ante la Comisión, las partes serán representadas por Delegados Plenipotenciarios o por agentes que servirán de intermediarios entre ellas y la Comisión. Las partes y la Comisión podrán recurrir a los servicios de consejeros y expertos técnicos.

ARTÍCULO XXV. La Comisión concluirá sus trabajos dentro del plazo de seis meses a partir de la fecha de su constitución; pero las partes podrán, de común acuerdo, prorrogarlo.

ARTÍCULO XXVI. Si a juicio de las partes la controversia se concretare exclusivamente a cuestiones de hecho, la Comisión se limitará a la investigación de aquéllas y concluirá sus labores con el informe correspondiente.

ARTÍCULO XXVII. Si se obtuviere el acuerdo conciliatorio, el informe final de

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACÍFICAS

la Comisión se limitará a reproducir el texto del arreglo alcanzado y se publicará después de su entrega a las partes, salvo que éstas acuerden otra cosa. En caso contrario, el informe final contendrá un resumen de los trabajos efectuados por la Comisión; se entregará a las partes y se publicará después de un plazo de seis meses, a menos que éstas tomaren otra decisión. En ambos eventos, el informe final será adoptado por mayoría de votos.

ARTÍCULO XXVIII. Los informes y conclusiones de la Comisión de Investigación y Conciliación no serán obligatorios para las partes ni en lo relativo a la exposición de los hechos ni en lo concerniente a las cuestiones de derecho, y no revestirán otro carácter que el de recomendaciones sometidas a la consideración de las partes para facilitar el arreglo amistoso de la controversia.

ARTÍCULO XXIX. La Comisión de Investigación y Conciliación entregará a cada una de las partes, así como a la Unión Panamericana, copias certificadas de las actas de sus trabajos. Estas actas no serán publicadas sino cuando así lo decidan las partes.

ARTÍCULO XXX. Cada uno de los miembros de la Comisión recibirá una compensación pecuniaria cuyo monto será fijado de común acuerdo por las partes. Si éstas no la acordaren, la señalará el Consejo de la Organización. Cada uno de los Gobiernos pagará sus propios gastos y una parte igual de las expensas comunes de la Comisión, comprendidas en éstas las compensaciones anteriormente previstas.

CAPÍTULO CUARTO

PROCEDIMIENTO JUDICIAL

ARTÍCULO XXXI. De conformidad con el inciso 2º del Artículo 36 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, las Altas Partes Contratantes declaran que reconocen respecto a cualquier otro Estado Americano como obligatoria *ipso facto*, sin necesidad de ningún convenio especial mientras esté vigente el presente Tratado, la jurisdicción de la expresada Corte en todas las controversias de orden jurídico que surjan entre ellas y que versen sobre:

- a) La interpretación de un tratado;
- b) Cualquier cuestión de derecho internacional;
- c) La existencia de todo hecho que, si fuere establecido, constituiría la violación de una obligación internacional; o
- d) La naturaleza o extensión de la reparación que ha de hacerse por el quebrantamiento de una obligación internacional.

ARTÍCULO XXXII. Cuando el procedimiento de conciliación anteriormente establecido conforme a este Tratado o por voluntad de las partes, no llegare a una solución y dichas partes no hubieren convenido en un procedimiento arbitral, cualquiera de ellas tendrá derecho a recurrir a la Corte Internacional de Justicia en la forma establecida en el Artículo 40 de su Estatuto. La jurisdicción de la Corte quedará obligatoriamente abierta conforme al inciso 1 del Artículo 36 del mismo Estatuto.

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

ARTÍCULO XXXIII. Si las partes no se pusieren de acuerdo acerca de la competencia de la Corte sobre el litigio, la propia Corte decidirá previamente esta cuestión.

ARTÍCULO XXXIV. Si la Corte se declarare incompetente para conocer de la controversia por los motivos señalados en los Artículos V, VI y VII de este Tratado, se declarará terminada la controversia.

ARTÍCULO XXXV. Si la Corte se declarase incompetente por cualquier otro motivo para conocer y decidir de la controversia, las Altas Partes Contratantes se obligan a someterla a arbitraje, de acuerdo con las disposiciones del Capítulo Quinto de este Tratado.

ARTÍCULO XXXVI. En el caso de controversias sometidas al procedimiento judicial a que se refiere este Tratado, corresponderá su decisión a la Corte en pleno, o, si así lo solicitaren las partes, a una Sala Especial conforme al Artículo 26 de su Estatuto. Las partes podrán convenir, asimismo, en que el conflicto se falle *ex aequo et bono*.

ARTÍCULO XXXVII. El procedimiento a que deba ajustarse la Corte será el establecido en su Estatuto.

CAPITULO QUINTO

PROCEDIMIENTO DE ARBITRAJE

ARTÍCULO XXXVIII. No obstante lo establecido en el Capítulo Cuarto de este Tratado, las Altas Partes Contratantes tendrán la facultad de someter a arbitraje, si se pusieren de acuerdo en ello, las diferencias de cualquier naturaleza, sean o no jurídicas, que hayan surgido o surgieren en lo sucesivo entre ellas.

ARTÍCULO XXXIX. El Tribunal de Arbitraje, al cual se someterá la controversia en los casos de los Artículos XXXV y XXXVIII de este Tratado, se constituirá del modo siguiente, a menos de existir acuerdo en contrario.

ARTÍCULO XL. (1) Dentro del plazo de dos meses, contados desde la notificación de la decisión de la Corte, en el caso previsto en el Artículo XXXV, cada una de las partes designará un árbitro de reconocida competencia en las cuestiones de derecho internacional, que goce de la más alta consideración moral, y comunicará esta designación al Consejo de la Organización. Al propio tiempo presentará al mismo Consejo una lista de 10 juristas escogidos entre los que forman la nómina general de los miembros de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, que no pertenezcan a su grupo nacional y que estén dispuestos a aceptar el cargo.

(2) El Consejo de la Organización procederá a integrar, dentro del mes siguiente a la presentación de las listas, el Tribunal de Arbitraje en la forma que a continuación se expresa:

(a) Si las listas presentadas por las partes coincidieren en tres nombres, dichas personas constituirán el Tribunal de Arbitraje con las dos designadas directamente por las partes.

(b) En el caso en que la coincidencia recaiga en más de tres nombres, se

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACIFICAS

determinarán por sorteo los tres árbitros que hayan de completar el Tribunal.

(c) En los eventos previstos en los dos incisos anteriores, los cinco árbitros designados escogerán entre ellos su Presidente.

(d) Si hubiere conformidad únicamente sobre dos nombres, dichos candidatos y los dos árbitros seleccionados directamente por las partes, elegirán de común acuerdo el quinto árbitro que presidirá el Tribunal. La elección deberá recaer en algún jurista de la misma nómina general de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, que no haya sido incluido en las listas formadas por las partes.

(e) Si las listas presentaren un solo nombre común, esta persona formará parte del Tribunal y se sorteará otra entre los 18 juristas restantes en las mencionadas listas. El Presidente será elegido siguiendo el procedimiento establecido en el inciso anterior.

(f) No presentándose ninguna concordancia en las listas, se sortearán sendos árbitros en cada una de ellas; y el quinto árbitro, que actuará como Presidente, será elegido de la manera señalada anteriormente.

(g) Si los cuatro árbitros no pudieren ponerse de acuerdo sobre el quinto árbitro dentro del término de un mes contado desde la fecha en que el Consejo de la Organización les comunique su nombramiento, cada uno de ellos acomodará separadamente la lista de juristas en el orden de su preferencia y, después de comparar las listas así formadas, se declarará elegido aquél que reúna primero una mayoría de votos.

ARTÍCULO XLI. Las partes podrán de común acuerdo constituir el Tribunal, en la forma que consideren más conveniente, y aun elegir un árbitro único, designando en tal caso al Jefe de un Estado, a un jurista eminente o a cualquier tribunal de justicia en quien tengan mutua confianza.

ARTÍCULO XLII. Cuando más de dos Estados estén implicados en la misma controversia, los Estados que defiendan iguales intereses serán considerados como una sola parte. Si tuvieren intereses opuestos, tendrán derecho a aumentar el número de árbitros para que todas las partes tengan igual representación. El Presidente se elegirá en la forma establecida en el Artículo XL.

ARTÍCULO XLIII. Las partes celebrarán en cada caso el compromiso que defina claramente la materia específica objeto de la controversia, la sede del Tribunal, las reglas que hayan de observarse en el procedimiento, el plazo dentro del cual haya de pronunciarse el laudo y las demás condiciones que convengan entre sí.

Si no se llegare a un acuerdo sobre el compromiso dentro de tres meses contados desde la fecha de la instalación del Tribunal, el compromiso será formulado, con carácter obligatorio para las partes, por la Corte Internacional de Justicia, mediante el procedimiento sumario.

ARTÍCULO XLIV. Las partes podrán hacerse representar ante el Tribunal Arbitral por las personas que juzguen conveniente designar.

ARTÍCULO XLV. Si una de las partes no hiciere la designación de su árbitro y la presentación de su lista de candidatos, dentro del término previsto en el Artículo

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

XL, la otra parte tendrá el derecho de pedir al Consejo de la Organización que constituya el Tribunal de Arbitraje. El Consejo inmediatamente instará a la parte remisa para que cumpla esas obligaciones dentro de un término adicional de 15 días, pasado el cual, el propio Consejo integrará el Tribunal en la siguiente forma:

- a) Sorteará un nombre de la lista presentada por la parte requirente.
- b) Escogerá por mayoría absoluta de votos dos juristas de la nómina general de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, que no pertenezcan al grupo nacional de ninguna de las partes.
- c) Las tres personas así designadas, en unión de la seleccionada directamente por la parte requirente, elegirán de la manera prevista en el Artículo XL al quinto árbitro que actuará como Presidente.
- d) Instalado el Tribunal, se seguirá el procedimiento organizado en el Artículo XLIII.

ARTÍCULO XLVI. El laudo será motivado, adoptado por mayoría de votos y publicado después de su notificación a las partes. El árbitro o árbitros disidentes podrán dejar testimonio de los fundamentos de su disidencia.

El laudo, debidamente pronunciado y notificado a las partes, decidirá la controversia definitivamente y sin apelación, y recibirá inmediata ejecución.

ARTÍCULO XLVII. Las diferencias que se susciten sobre la interpretación o ejecución del laudo, serán sometidas a la decisión del Tribunal Arbitral que lo dictó.

ARTÍCULO XLVIII. Dentro del año siguiente a su notificación, el laudo será susceptible de revisión ante el mismo Tribunal, a pedido de una de las partes, siempre que se descubriere un hecho anterior a la decisión ignorado del Tribunal y de la parte que solicita la revisión, y además siempre que, a juicio del Tribunal, ese hecho sea capaz de ejercer una influencia decisiva sobre el laudo.

ARTÍCULO XLIX. Cada uno de los miembros del Tribunal recibirá una compensación pecuniaria cuyo monto será fijado de común acuerdo por las partes. Si éstas no la convinieren, la señalará el Consejo de la Organización. Cada uno de los Gobiernos pagará sus propios gastos y una parte igual de las expensas comunes del Tribunal, comprendidas en éstas las compensaciones anteriormente previstas.

CAPITULO SEXTO

CUMPLIMIENTO DE LAS DECISIONES

ARTÍCULO L. Si una de las Altas Partes Contratantes dejare de cumplir las obligaciones que le imponga un fallo de la Corte Internacional de Justicia o un laudo arbitral, la otra u otras partes interesadas, antes de recurrir al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, promoverá una Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores a fin de que acuerde las medidas que convenga tomar para que se ejecute la decisión judicial o arbitral.

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACIFICAS

CAPITULO SEPTIMO

OPINIONES CONSULTIVAS

ARTÍCULO LI. Las partes interesadas en la solución de una controversia podrán, de común acuerdo, pedir a la Asamblea General o al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas que soliciten de la Corte Internacional de Justicia opiniones consultivas sobre cualquier cuestión jurídica.

La petición la harán por intermedio del Consejo de la Organización de los Estados Americanos.

CAPITULO OCTAVO

DISPOSICIONES FINALES

ARTÍCULO LII. El presente Tratado será ratificado por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales. El instrumento original será depositado en la Unión Panamericana, que enviará copia certificada auténtica a los Gobiernos para ese fin. Los instrumentos de ratificación serán depositados en los archivos de la Unión Panamericana, que notificará dicho depósito a los Gobiernos signatarios. Tal notificación será considerada como canje de ratificaciones.

ARTÍCULO LIII. El presente Tratado entrará en vigencia entre las Altas Partes Contratantes en el orden en que depositen sus respectivas ratificaciones.

ARTÍCULO LIV. Cualquier Estado Americano que no sea signatario de este Tratado o que haya hecho reservas al mismo, podrá adherir a éste o abandonar en todo o en parte sus reservas, mediante instrumento oficial dirigido a la Unión Panamericana, que notificará a las otras Altas Partes Contratantes en la forma que aquí se establece.

ARTÍCULO LV. Si alguna de las Altas Partes Contratantes hiciere reservas respecto del presente Tratado, tales reservas se aplicarán en relación con el Estado que las hiciera a todos los Estados signatarios, a título de reciprocidad.

ARTÍCULO LVI. El presente Tratado regirá indefinidamente, pero podrá ser denunciado mediante aviso anticipado de un año, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para los demás signatarios. La denuncia será dirigida a la Unión Panamericana, que la transmitirá a las otras Partes Contratantes.

La denuncia no tendrá efecto alguno sobre los procedimientos pendientes iniciados antes de transmitido el aviso respectivo.

ARTÍCULO LVII. Este Tratado será registrado en la Secretaría General de las Naciones Unidas por medio de la Unión Panamericana.

ARTÍCULO LVIII. A medida que este Tratado entre en vigencia por las sucesivas ratificaciones de las Altas Partes Contratantes, cesarán para ellas los efectos de los siguientes Tratados, Convenios y Protocolos:

Tratado para Evitar o Prevenir Conflictos entre los Estados Americanos, del 3 de mayo de 1923;

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

Convención General de Conciliación Interamericana, del 5 de enero de 1929;
Tratado General de Arbitraje Interamericano y Protocolo Adicional de Arbitraje Progresivo, del 5 de enero de 1929;

Protocolo Adicional a la Convención General de Conciliación Interamericana, del 26 de diciembre de 1933;

Tratado Antibélico de No Agresión y de Conciliación, del 10 de octubre de 1933;

Convención para Coordinar, Ampliar y Asegurar el Cumplimiento de los Tratados Existentes entre los Estados Americanos, del 23 de diciembre de 1936;

Tratado Interamericano sobre Buenos Oficios y Mediación, del 23 de diciembre de 1936; y

Tratado relativo a la Prevención de Controversias, del 23 de diciembre de 1936.

ARTÍCULO LIX. Lo dispuesto en el artículo anterior no se aplicará a los procedimientos ya iniciados o pactados conforme a alguno de los referidos instrumentos internacionales.

ARTÍCULO LX. Este Tratado se denominará "PACTO DE BOGOTÁ".

EN FE DE LO CUAL, los Plenipotenciarios que subscriben, habiendo depositado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, firman este Tratado, en nombre de sus respectivos gobiernos, en las fechas que aparecen al pie de sus firmas.¹

Hecho en la ciudad de Bogotá, en cuatro textos, respectivamente, en las lenguas española, francesa, inglesa y portuguesa, a los treinta días del mes de abril de mil novecientos cuarenta y ocho

RESERVAS

Argentina

"La Delegación de la República Argentina, al firmar el Tratado Americano de Soluciones Pacíficas (Pacto de Bogotá), formula sus reservas sobre los siguientes artículos, a los cuales no adhiere:

- 1) VII, relativo a la protección de extranjeros;
- 2) Capítulo Cuarto (Artículos XXXI a XXXVII), Procedimiento Judicial;
- 3) Capítulo Quinto (Artículos XXXVIII a XLIX), Procedimiento de Arbitraje; y
- 4) Capítulo Sexto (Artículo L), Cumplimiento de las Decisiones.

El arbitraje y el procedimiento judicial cuentan, como instituciones, con la firme adhesión de la República Argentina, pero la Delegación no puede aceptar la forma en que se han reglamentado los procedimientos para su aplicación, ya que a su juicio debieron establecerse solamente para las controversias que se originen en el futuro y que no tengan su origen ni relación alguna con causas, situaciones o

¹ Transcritas en la pág. 119.

TRATADO AMERICANO DE SOLUCIONES PACIFICAS

hechos preexistentes a la firma de este instrumento. La ejecución compulsiva de las decisiones arbitrales o judiciales y la limitación que impide a los Estados juzgar por sí mismos acerca de los asuntos que pertenecen a su jurisdicción interna conforme al Artículo V, son contrarios a la tradición argentina. Es también contraria a esa tradición la protección de los extranjeros, que en la República Argentina están amparados, en un mismo grado que los nacionales, por la Ley Suprema.”

Bolivia

“La Delegación de Bolivia formula reserva al Artículo VI, pues considera que los procedimientos pacíficos pueden también aplicarse a las controversias emergentes de asuntos resueltos por arreglo de las partes, cuando dicho arreglo afecta intereses vitales de un Estado.”

Ecuador

“La Delegación del Ecuador, al subscribir este Pacto, hace reserva expresa del Artículo VI, y, además, de toda disposición que esté en pugna o no guarde armonía con los principios proclamados o las estipulaciones contenidas en la Carta de las Naciones Unidas, o en la Carta de la Organización de los Estados Americanos, o en la Constitución de la República del Ecuador.”

Estados Unidos de América

“1. Los Estados Unidos de América no se comprometen, en caso de conflicto en que se consideren parte agraviada, a someter a la Corte Internacional de Justicia toda controversia que no se considere propiamente dentro de la jurisdicción de la Corte.

2. El planteo por parte de los Estados Unidos de América de cualquier controversia al arbitraje, a diferencia del arreglo judicial, dependerá de la conclusión de un acuerdo especial entre las partes interesadas.

3. La aceptación por parte de los Estados Unidos de América de la jurisdicción de la Corte Internacional de Justicia como obligatoria *ípro facto* y sin acuerdo especial, tal como se dispone en el Tratado, se halla determinada por toda limitación jurisdiccional o por otra clase de limitación contenidas en toda declaración depositada por los Estados Unidos de América según el Artículo 36, parágrafo 4, de los Estatutos de la Corte, y que se encuentre en vigor en el momento en que se plantee un caso determinado.

4. El Gobierno de los Estados Unidos de América no puede aceptar el Artículo VII relativo a la protección diplomática y al agotamiento de los recursos. Por su parte, el Gobierno de los Estados Unidos mantiene las reglas de la protección diplomática, incluyendo la regla del agotamiento de los recursos locales por parte de los extranjeros, tal como lo dispone el derecho internacional.”

Paraguay

“La Delegación del Paraguay formula la siguiente reserva:

El Paraguay supedita al previo acuerdo de partes el procedimiento arbitral,

NOVENA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA

establecido en este protocolo para toda cuestión no jurídica que afecte a la soberanía nacional, no específicamente convenida en tratados actualmente vigentes.”

Perú

“La Delegación del Perú formula las siguientes reservas:

1. Reserva a la segunda parte del Artículo V, porque considera que la jurisdicción interna debe ser definida por el propio Estado.

2. Reserva al Artículo XXXIII y a la parte pertinente del Artículo XXXIV, por considerar que las excepciones de cosa juzgada, resuelta por arreglo de las partes o regida por acuerdos o tratados vigentes, determinan, en virtud de su naturaleza objetiva y perentoria, la exclusión de estos casos de la aplicación de todo procedimiento.

3. Reserva al Artículo XXXV en el sentido de que antes del arbitraje puede proceder, a solicitud de parte, la Reunión del Órgano de Consulta como lo establece la Carta de la Organización de los Estados Americanos.

4. Reserva al Artículo XLV porque estima que el arbitraje constituido sin intervención de parte, se halla en contraposición con sus preceptos constitucionales.”

Nicaragua

“La Delegación de Nicaragua, al dar su aprobación al Tratado Americano de Soluciones Pacíficas (Pacto de Bogotá), desea dejar expresa constancia en el acta, que ninguna disposición contenida en dicho Tratado podrá perjudicar la posición que el Gobierno de Nicaragua tenga asumida respecto a sentencias arbitrales cuya validez haya impugnado basándose en los principios del derecho internacional, que claramente permiten impugnar fallos arbitrales que se juzguen nulos o viciados. En consecuencia, la firma de la Delegación de Nicaragua en el Tratado de la referencia, no podrá alegarse como aceptación de fallos arbitrales que Nicaragua haya impugnado y cuya validez no esté definida.

En esta forma, la Delegación de Nicaragua reitera la manifestación que hizo en fecha 28 de los corrientes, al aprobarse el texto del mencionado Tratado en la Comisión Tercera.”

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

“PACTO DE BOGOTÁ”

Em nome de seus povos, os Governos representados na Nona Conferência Internacional Americana resolvem, em cumprimento do Artigo 23º da Carta da Organização dos Estados Americanos, elaborar o seguinte Tratado:

CAPÍTULO PRIMEIRO

OBRIGAÇÃO GERAL DE RESOLVER AS CONTROVÉRSIAS POR MEIOS PACÍFICOS

ARTIGO I. As Altas Partes Contratantes, reafirmando solenemente os compromissos tomados mediante anteriores convenções e declarações internacionais, assim como pela Carta das Nações Unidas, concordam em se abster da ameaça, do uso da força, ou de qualquer outro meio de coação, para o ajuste das suas controvérsias, e em recorrer, em qualquer tempo, a processos pacíficos.

ARTIGO II. As Altas Partes Contratantes reconhecem a obrigação de resolver as controvérsias internacionais por processos pacíficos regionais, antes de levá-las ao Conselho de Segurança das Nações Unidas.

Em consequência, no caso em que entre dois ou mais Estados signatários surja uma controvérsia que, na opinião das partes, não possa ser resolvida por negociações diretas ou através dos trâmites diplomáticos usuais, as partes comprometem-se a empregar os processos estabelecidos neste Tratado, na forma e condições previstas nos artigos a seguir, ou então os processos especiais que, a seu juízo, tornem possível uma solução.

ARTIGO III. A ordem dos processos pacíficos, estabelecida no presente Tratado, não impede às partes de recorrerem ao que considerarem mais adequado em cada caso, nem lhes impõe o dever de seguir-los todos, nem estabelece, salvo disposição expressa a respeito, preferência entre os mesmos.

ARTIGO IV. Iniciado um dos processos pacíficos, quer por acôrdo das partes, quer em cumprimento do presente Tratado, ou de pacto anterior, não poderá iniciar-se outro processo antes de terminado o primeiro.

ARTIGO V. Os processos acima previstos não poderão aplicar-se aos assuntos que são essencialmente da alçada da jurisdição interna do Estado. Se as partes não estiverem de acôrdo sôbre o fato de versar a controvérsia sôbre um assunto de jurisdição interna, a pedido de qualquer delas, esta questão prévia será submetida à decisão da Côte Internacional de Justiça.

ARTIGO VI. Não se poderão, igualmente, aplicar os processos supracitados aos assuntos já resolvidos por entendimentos entre as partes, ou por laudo arbitral, ou por sentença de um tribunal internacional, ou que estejam regulados por acordos ou tratados, em vigor na data da assinatura do presente Tratado.

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

ARTIGO VII. As Altas Partes Contratantes comprometem-se a não fazer reclamações diplomáticas para proteger seus cidadãos, nem a iniciar a esse respeito uma controvérsia perante a jurisdição internacional, quando aqueles cidadãos tenham à sua disposição meios expeditos de recorrer aos tribunais domésticos competentes do Estado correspondente.

ARTIGO VIII. O apêlo aos meios pacíficos para a solução de controvérsias, ou a recomendação para o seu emprêgo, não poderão ser motivo, no caso de ataque armado, para retardar o exercício do direito de legítima defesa individual ou coletiva, previsto na Carta das Nações Unidas.

CAPÍTULO SEGUNDO

BONS OFÍCIOS E MEDIAÇÃO

ARTIGO IX. O processo dos bons ofícios consiste na gestão por parte de um ou mais Governos americanos ou de um ou mais cidadãos eminentes de qualquer Estado Americano, alheios à controvérsia, no sentido de aproximar as partes, proporcionando-lhes a possibilidade de encontrarem, diretamente, uma solução adequada.

ARTIGO X. Uma vez que se tiver conseguido a aproximação das partes e que estas tiverem entrado novamente em negociações diretas, dar-se-á por terminada a ação do Estado ou do cidadão que tenham oferecido seus Bons Ofícios ou aceitado o convite para interpô-los; no entanto, por acôrdo das partes, aqueles poderão estar presentes às negociações.

ARTIGO XI. O processo de mediação consiste em submeter a controvérsia a um ou mais Governos americanos, ou a um ou mais cidadãos eminentes de qualquer Estado Americano alheios à controvérsia. Em qualquer dos casos, o mediador ou mediadores serão escolhidos mediante comum acôrdo das partes interessadas.

ARTIGO XII. As funções do mediador ou dos mediadores consistirão em coadjuvar as partes na solução da controvérsia da maneira mais simples e direta, evitando formalidades e tentando encontrar uma solução aceitável. O mediador se absterá de fazer qualquer relatório, e, no que lhe diz respeito, o processo será absolutamente confidencial.

ARTIGO XIII. No caso em que as Altas Partes Contratantes hajam combinado o processo de mediação e não possam entrar em acôrdo no prazo de dois meses sôbre a eleição do mediador ou mediadores; ou, se iniciada a mediação, transcorrerem cinco meses sem se chegar à solução da controvérsia, os mesmos recorrerão sem demora a qualquer dos demais processos de solução pacífica estabelecidos neste Tratado.

ARTIGO XIV. As Altas Partes Contratantes poderão oferecer sua mediação, quer individual, quer conjuntamente; concordam, entretanto, em não fazê-lo enquanto a controvérsia estiver sujeita a outros processos estabelecidos no presente Tratado.

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

CAPÍTULO TERCEIRO

PROCESSO DE INVESTIGAÇÃO E CONCILIAÇÃO

ARTIGO XV. O processo de investigação e conciliação consiste em submeter a controvérsia a uma comissão de investigação e conciliação, que será constituída de conformidade com as disposições estabelecidas nos subsequentes artigos do presente Tratado e que funcionará dentro das limitações nêle indicadas.

ARTIGO XVI. A parte que promova o processo de investigação e conciliação pedirá ao Conselho da Organização dos Estados Americanos que convoque a Comissão de Investigação e Conciliação. O Conselho, por sua vez, tomará as providências imediatas para convocá-la.

Recebida a petição para que se convoque a Comissão, ficará imediatamente suspensa a controvérsia entre as partes, que se absterão de todo ato que possa dificultar a conciliação.

Para êsse fim, o Conselho da Organização dos Estados Americanos poderá, a pedido das partes, enquanto esteja em trâmite a convocatória da Comissão, fazer-lhes recomendações nesse sentido.

ARTIGO XVII. As Altas Partes Contratantes poderão nomear, por meio de um acôrdo bilateral, que se fará por uma simples troca de notas com cada um dos outros signatários, dois membros da Comissão de Investigação e Conciliação, dos quais somente um poderá ser de sua própria nacionalidade. O quinto será eleito imediatamente, de comum acôrdo com os já designados, e desempenhará as funções de Presidente.

Qualquer das Partes Contratantes poderá substituir os membros que tiverem designado, sejam êstes nacionais ou estrangeiros; deverá, porém, no mesmo ato nomear o substituto. Se não o fizer, não será levada em conta a substituição. As nomeações e substituições deverão registrar-se na União Pan-Americana, que velará para que as Comissões de cinco membros estejam sempre integradas.

ARTIGO XVIII. Sem prejuízo do disposto no artigo anterior, a União Pan-Americana formará um Quadro Permanente de Conciliadores Americanos que será integrado assim:

a) Cada uma das Altas Partes Contratantes designará, por períodos de três anos, dois de seus nacionais que gozem da mais alta reputação por sua equanimidade, competência e honorabilidade.

b) A União Pan-Americana consultará os candidatos e inscreverá, no Quadro de Conciliadores, os nomes dos que tiverem aceito, expressamente, a designação.

c) Os governos poderão, em qualquer momento, preencher as vagas que ocorram entre seus designados, ou renomeá-los.

ARTIGO XIX. No caso de ocorrer uma controvérsia entre dois ou mais Estados Americanos que não tiverem constituído a Comissão a que se refere o artigo XVII, será observado o seguinte processo:

a) Cada parte designará dois membros escolhidos dentre os do Quadro

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

Permanente de Conciliadores Americanos, que não pertençam à nacionalidade do designante.

b) Estes quatro membros escolherão, por sua vez, um quinto membro estranho às partes dentro do Quadro Permanente.

c) Se, dentro do prazo de 30 dias, depois de haverem sido notificados de sua designação, os quatro membros não puderem pôr-se de acôrdo na escolha do quinto membro, cada um dêles formará separadamente a lista de conciliadores, tomando-a do Quadro Permanente na ordem de sua preferência; e, depois de comparadas as listas assim formadas, declarar-se-á eleito aquele que primeiro reúna maioria de votos. O eleito exercerá as funções de Presidente da Comissão.

ARTIGO XX. O Conselho da Organização dos Estados Americanos, ao convocar a Comissão de Investigação e Conciliação, determinará o lugar onde esta deverá reunir-se. Posteriormente, a Comissão poderá determinar o lugar ou lugares onde deva a mesma funcionar, levando em conta as facilidades para a realização de seus trabalhos.

ARTIGO XXI. Quando mais de dois Estados estiverem envolvidos na mesma controvérsia, os Estados que sustentarem o mesmo ponto de vista serão considerados como uma única parte. Se os interesses forem divergentes, terão direito a aumentar o número de conciliadores, a fim de que tôdas as partes contem com igual representação. O Presidente da Comissão será eleito na forma estabelecida no artigo XIX.

ARTIGO XXII. Compete à Comissão de Investigação e Conciliação esclarecer os pontos controvertidos, procurando levar as partes a um acôrdo em condições reciprocamente aceitáveis. A Comissão promoverá as investigações que julgar necessárias sôbre os motivos da controvérsia, com o fim de propor bases aceitáveis de solução.

ARTIGO XXIII. É dever das partes facilitar os trabalhos da Comissão e proporcionar-lhe, da maneira mais ampla possível, todos os documentos e informações úteis, assim como empregar os meios de que disponham para permitir-lhe citar e ouvir testemunhas ou peritos e praticar outras diligências, em seus respectivos territórios e de conformidade com suas leis.

ARTIGO XXIV. Durante o andamento dos processos perante a Comissão, as partes serão representadas por Delegados Plenipotenciários ou por agentes que servirão de intermediários entre elas e a Comissão. As partes e a Comissão poderão recorrer ao serviço de consultores e peritos.

ARTIGO XXV. A Comissão concluirá seus trabalhos dentro do prazo de seis meses, a partir da data da sua constituição; as partes poderão, entretanto, de comum acôrdo, prorrogar êsse prazo.

ARTIGO XXVI. Se, a juízo das partes, a controvérsia se limitar exclusivamente a questões de fato, a Comissão restringir-se-á à investigação das mesmas e concluirá seus trabalhos por um relatório correspondente.

ARTIGO XXVII. Se se obtiver o acôrdo conciliatório, o relatório final da Comissão se limitará a reproduzir o texto do acôrdo conseguido, que será publicado

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

depois de sua entrega às partes, salvo se estas decidirem de outra maneira. Em caso contrário, o relatório final conterá um resumo dos trabalhos efetuados pela Comissão; será entregue às partes e publicado depois de um prazo de seis meses, a menos que estas tomem outra decisão. Em ambos os casos, o relatório final será aprovado por maioria de votos.

ARTIGO XXVIII. Os relatórios e conclusões da Comissão de Investigação e Conciliação não serão obrigatórios para as partes, quer no tocante à exposição dos fatos, quer no concernente às questões de direito, e não se revestirão de outro caráter senão de recomendações submetidas à consideração das partes para facilitar a solução amigável da controvérsia.

ARTIGO XXIX. A Comissão de Investigação e Conciliação entregará a cada uma das partes, assim como à União Pan-Americana, cópias autenticadas das atas de seus trabalhos. Estas atas só serão publicadas quando assim decidirem as partes.

ARTIGO XXX. Cada um dos membros da Comissão receberá uma compensação pecuniária, cujo montante será fixado de comum acórdo pelas partes. Se estas não entrarem em acórdo, caberá ao Conselho da Organização fixá-la. Os Governos pagarão as suas próprias despesas e, em partes iguais, as despesas comuns da Comissão, compreendidas nestas as compensações anteriormente previstas.

CAPÍTULO QUARTO PROCESSO JUDICIAL

ARTIGO XXXI. De conformidade com o inciso 2º do artigo 36º do Estatuto da Córte Internacional de Justiça, as Altas Partes Contratantes declaram que reconhecem, com relação a qualquer outro Estado Americano, como obrigatória *ipso facto*, sem necessidade de nenhum convênio especial, desde que esteja em vigor o presente Tratado, a jurisdição da citada Córte em tôdas as controvérsias de ordem jurídica que surjam entre elas e que versem sôbre:

- a) A interpretação de um tratado;
- b) Qualquer questão de Direito Internacional;
- c) A existência de qualquer fato que, se comprovado, constitua violação de uma obrigação internacional; ou
- d) A natureza ou extensão da reparação a ser feita em virtude do desrespeito a uma obrigação internacional.

ARTIGO XXXII. Quando o processo de conciliação estabelecido anteriormente, conforme êste Tratado ou por vontade das partes, não chegar a uma solução e as citadas partes não concordarem numa solução por arbitramento, qualquer delas terá direito a recorrer à Córte Internacional de Justiça, na forma estabelecida no artigo 40º de seu Estatuto. A jurisdição da Córte ficará obrigatoriamente aberta, conforme o inciso 1º do artigo 36º do referido Estatuto.

ARTIGO XXXIII. Se as partes não se puserem de acórdo acêrca da competência da Córte sôbre o litígio, a própria Córte decidirá previamente esta questão.

ARTIGO XXXIV. Se a Córte se declarar incompetente para tomar conheci-

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

mento da controvérsia pelos motivos assinalados nos artigos V, VI e VII d'êste Tratado, declarar-se-á terminada a controvérsia.

ARTIGO XXXV. Se a Córte se declarar incompetente por qualquer outro motivo para tomar conhecimento da controvérsia e decidir sôbre ela, as Altas Partes Contratantes se obrigam a submetê-la à arbitragem, de acôrdo com as disposições do Capítulo Quinto d'êste Tratado.

ARTIGO XXXVI. No caso de controvérsias submetidas a processo judicial, a que se refere êste Tratado, competirá a sua decisão ao plenário da Córte, ou, se assim o solicitarem as partes, a uma câmara especial, conforme o artigo 26º do seu Estatuto. As partes poderão convir, igualmente, que o confito se decida *ex aequo et bono*.

ARTIGO XXXVII. O processo a que a Córte deve ajustar-se será o estabelecido em seu Estatuto.

CAPÍTULO QUINTO

PROCESSO DE ARBITRAGEM

ARTIGO XXXVIII. Não obstante o estabelecido no Capítulo Quarto d'êste Tratado, as Altas Partes Contratantes terão a faculdade de submeter à arbitragem, se se puserem de acôrdo nesse sentido, as diferenças de qualquer natureza, sejam ou não jurídicas, que hajam surgido ou surgirem subsequentemente entre elas.

ARTIGO XXXIX. O Tribunal de Arbitragem, ao qual se submeterá a controvérsia no caso dos artigos XXXV e XXXVIII d'êste Tratado, se constituirá do modo seguinte, a menos que haja acôrdo em contrário.

ARTIGO XL. 1.—Dentro do prazo de dois meses, contados da data da notificação da decisão da Córte, no caso previsto no artigo XXXV, cada uma das partes designará um árbitro de reconhecida competência em questões de Direito Internacional, que goze da mais alta consideração moral, e comunicará esta designação ao Conselho da Organização. Simultâneamente, apresentará ao mesmo Conselho uma lista de 10 juristas escolhidos entre os que constituem a lista geral dos membros da Córte Permanente de Arbitragem de Haia, que não pertençam ao seu grupo nacional e que estejam dispostos a aceitar o cargo.

2.—O Conselho da Organização integrará, no mês seguinte à apresentação das listas, o Tribunal de Arbitragem, na forma que, a seguir, se define:

a) Se as listas apresentadas pelas partes coincidirem em três nomes, essas pessoas constituirão o Tribunal de Arbitragem, com as duas designadas diretamente pelas partes.

b) No caso em que a coincidência recaia em mais de três nomes, serão escolhidos por sorteio os três árbitros que deverão completar o Tribunal.

c) Nas circunstâncias prévistas nos dois incisos anteriores, os cinco árbitros designados escolherão entre si o Presidente do Tribunal.

d) Se unicamente estiverem de acôrdo sôbre dois nomes, êsses candidatos e os dois árbitros selecionados diretamente pelas partes, elegerão, de comum acôrdo, o quinto árbitro, que presidirá ao Tribunal. A eleição deverá recair em um jurisconsulto, cujo nome conste da relação geral da Córte Permanente

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

de Arbitragem de Haia, que não tenha sido incluído nas listas formadas pelas partes.

e) Se as listas apresentarem um só nome comum, esta pessoa formará parte do Tribunal, e deverá ser escolhida outra, por sorteio, entre os 18 juristas restantes nas mencionadas listas. O Presidente será eleito segundo o processo estabelecido no inciso anterior.

f) Caso não se verifique nenhuma concordância nas listas, será sorteado um árbitro de cada uma delas; e o quinto árbitro, que atuará como Presidente, será eleito na maneira indicada anteriormente.

g) Se os quatro árbitros não puderem entrar de acôrdo sôbre o quinto árbitro, dentro do prazo de um mês, contado a partir da data em que o Conselho da Organização lhes comunique sua nomeação, cada um dêles preparará separadamente a lista de juristas na ordem da sua preferência e, depois de comparar as listas assim formadas, será declarado eleito o que reunir primeiro maioria de votos.

ARTIGO XLI. As partes poderão, de comum acôrdo, constituir o Tribunal na forma que considerem mais conveniente, e ainda escolher um árbitro único, designando em tal caso um chefe de Estado, um jurista eminente ou qualquer tribunal de justiça em que tenham mútua confiança.

ARTIGO XLII. Quando mais de dois Estados estejam implicados na mesma controvérsia, os Estados que defendam iguais interesses serão considerados como uma única parte. Se tiverem interesses opostos, terão direito a aumentar o número de árbitros para que tôdas as partes tenham igual representação. O Presidente será eleito na forma estabelecida no artigo XL.

ARTIGO XLIII. As partes formularão em cada caso o compromisso que defina claramente a matéria específica objeto da controvérsia, a sede do tribunal, as regras que tenham que ser observadas no processo, o prazo dentro do qual o laudo tenha que ser pronunciado e as demais condições que convencionem entre si.

Se não se chegar a um acôrdo sôbre o compromisso, dentro de três meses contados da data da instalação do Tribunal, o compromisso será formulado, com caráter obrigatório para as partes, pela Côte Internacional de Justiça, mediante processo sumário.

ARTIGO XLIV. As partes poderão fazer-se representar ante o Tribunal arbitral pelas pessoas que julguem conveniente designar.

ARTIGO XLV. Se uma das partes não fizer a designação do seu árbitro e a apresentação de sua lista de candidatos, dentro do prazo previsto no artigo XL, a outra parte terá o direito de pedir ao Conselho da Organização que constitua o Tribunal de Arbitragem. O Conselho imediatamente insistirá com a parte remissa para que cumpra essas obrigações dentro de um prazo adicional de 15 dias, findo o qual, o próprio Conselho integrará o Tribunal, da seguinte forma:

a) Sorteará um nome da lista apresentada pela parte requerente.

b) Escolherá por maioria absoluta de votos dois juristas do quadro geral da Côte Permanente de Arbitragem de Haia, que não pertençam ao grupo nacional de nenhuma das partes.

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

c) As três pessoas assim designadas, conjuntamente com a selecionada diretamente pela parte requerente, elegerão, na maneira prevista no artigo XL, o quinto árbitro, que será o Presidente.

d) Instalado o Tribunal, será seguido o processo estabelecido no artigo XLIII.

ARTIGO XLVI. O laudo será fundamentado, adotado por maioria de votos e publicado depois de sua notificação às partes. O árbitro ou árbitros dissidentes poderão fazer constar os fundamentos de sua dissidência. O laudo, devidamente pronunciado e notificado às partes, decidirá a controvérsia definitivamente e sem apelação, e receberá imediata execução.

ARTIGO XLVII. As divergências que se suscitem sobre a interpretação ou execução do laudo, serão submetidas à decisão do Tribunal Arbitral que o proferiu.

ARTIGO XLVIII. Dentro do ano seguinte à sua notificação, o laudo será susceptível de revisão perante o mesmo Tribunal, a requerimento de uma das partes, sempre que se descobrir um fato anterior ao laudo, ignorado do Tribunal e da parte que solicitar a revisão, e sempre que, a juízo do Tribunal, esse fato seja capaz de exercer influência decisiva sobre o laudo.

ARTIGO XLIX. Cada um dos membros do Tribunal receberá uma compensação pecuniária, cujo montante será fixado de comum acordo pelas partes. Se essas não entrarem em acordo, caberá ao Conselho da Organização fixá-la. Os Governos pagarão as suas próprias despesas e uma parte igual das despesas comuns do Tribunal, compreendidas nestas as compensações anteriormente previstas.

CAPÍTULO SEXTO

CUMPRIMENTO DAS DECISÕES

ARTIGO L. Se uma das Altas Partes Contratantes deixar de cumprir as obrigações que lhe imponha uma sentença da Corte Internacional de Justiça ou um laudo arbitral, a outra ou as outras partes interessadas, antes de recorrer ao Conselho de Segurança das Nações Unidas, promoverão uma Reunião de Consulta dos Ministros das Relações Exteriores, a fim de que se combinem as medidas que convenha tomar para que se execute a decisão judicial ou arbitral.

CAPÍTULO SÉTIMO

PARECERES CONSULTIVOS

ARTIGO LI. As partes interessadas na solução de uma controvérsia poderão, de comum acordo, requerer à Assembléia Geral, ou ao Conselho de Segurança das Nações Unidas, que solicite da Corte Internacional de Justiça pareceres sobre qualquer questão jurídica.

O requerimento será feito por intermédio do Conselho da Organização dos Estados Americanos.

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

CAPÍTULO OITAVO

DISPOSIÇÕES FINAIS

ARTIGO LII. O presente Tratado será ratificado pelas Altas Partes Contratantes, de acôrdo com os seus processos constitucionais. O instrumento original será depositado na União Pan-Americana, que enviará cópia autenticada aos Governos, para os devidos fins. Os instrumentos de ratificação serão depositados nos arquivos da União Pan-Americana, que notificará o citado depósito aos Governos signatários. Tal notificação será considerada como troca de ratificações.

ARTIGO LIII. O presente Tratado entrará em vigor entre as Altas Partes Contratantes de acôrdo com a ordem em que depositem suas respectivas ratificações.

ARTIGO LIV. Qualquer Estado Americano que não seja signatário dêste Tratado, ou que haja feito reservas ao mesmo, poderá aderir a êste, ou abandonar no todo ou em parte suas reservas, mediante instrumento oficial dirigido à União Pan-Americana, que notificará as outras Altas Partes Contratantes, na forma que aqui se estabelece.

ARTIGO LV. Se alguma das Altas Partes Contratantes fizer reservas com respeito ao presente Tratado, tais reservas se aplicarão, com relação ao Estado que as fizer, a todos os Estados signatários, a título de reciprocidade.

ARTIGO LVI. O presente Tratado vigorará indefinidamente, porém poderá ser denunciado mediante aviso prévio de um ano, transcorrido o qual cessarão seus efeitos para o denunciante, continuando a subsistir para os demais signatários. A denúncia será dirigida à União Pan-Americana, que a transmitirá às outras Partes Contratantes.

A denúncia não terá efeito algum sôbre os processos pendentes e iniciados antes de ser transmitido o aviso respectivo.

ARTIGO LVII. Êste Tratado será registrado na Secretaria Geral das Nações Unidas por intermédio da União Pan-Americana.

ARTIGO LVIII. A medida que êste Tratado entrar em vigor pelas sucessivas ratificações das Altas Partes Contratantes, cessarão para elas os efeitos dos seguintes Tratados, Convênios e Protocolos:

Tratado para Evitar ou Prevenir Conflitos entre os Estados Americanos, de 3 de maio de 1923;

Convenção Geral de Conciliação Interamericana, de 5 de janeiro de 1929;

Tratado Geral de Arbitramento Interamericano e Protocolo Adicional de Arbitramento Progressivo, de 5 de janeiro de 1929;

Protocolo Adicional à Convenção Geral de Conciliação Interamericana, de 26 de dezembro de 1933;

Tratado Antibélico de Não-Agressão e Conciliação, de 10 de outubro de 1933;

Convênção para Coordenar, Ampliar e Assegurar a Observância dos Tratados Existentes entre os Estados Americanos, de 23 de dezembro de 1936;

Tratado Interamericano sôbre Bons Offícios e Mediação, de 23 de dezembro de 1936; e

Tratado Relativo à Prevenção de Controvérsias, de 23 de dezembro de 1936.

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

ARTIGO LIX. O disposto no artigo precedente não se aplicará aos processos já iniciados ou ajustados conforme algum dos referidos instrumentos internacionais.

ARTIGO LX. Este Tratado se denominará "PACTO DE BOGOTÁ".

EM TESTEMUNHO DO QUE, os Plenipotenciários abaixo assinados, havendo depositado seus plenos poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, firmam este Tratado, em nome de seus respectivos Governos, nas datas que aparecem abaixo de suas firmas.¹

Feito na cidade de Bogotá, em quatro textos, respectivamente nas línguas espanhola, francesa, inglesa e portuguesa, aos trinta dias do mês de abril de mil novecentos e quarenta e oito

RESERVAS

Argentina

"A Delegação da República Argentina, ao firmar o Tratado Americano de Soluções Pacíficas (Pacto de Bogotá), formula suas reservas sobre os seguintes artigos, os quais não aprova:

- 1) VII, relativo à proteção de estrangeiros;
- 2) Capítulo Quarto (artigos XXXI a XXXVII), Processo Judicial;
- 3) Capítulo Quinto (artigos XXXVIII a XLIX), Processo de Arbitragem; e
- 4) Capítulo Sexto (artigo L), Cumprimento das Decisões.

A arbitragem e o processo judicial contam, como instituições, com a firme adesão da República Argentina, porém a Delegação não pode aceitar a forma em que se regulamentaram os processos para sua aplicação, já que a seu juízo dever-se-iam estabelecer somente para as controvérsias que se originem no futuro e que não tenham sua origem nem relação alguma com causas, situações ou fatos preexistentes à data da assinatura deste instrumento. A execução compulsória das decisões arbitrais ou judiciais, e a limitação que impede aos Estados de julgar por si mesmos acerca dos assuntos que pertencem à sua jurisdição interna, conforme o artigo V, são contrárias à tradição argentina. É também contrária a esta tradição a proteção dos estrangeiros que, na República Argentina, estão amparados pela Lei Suprema e encontram-se no mesmo nível que os nacionais."

Bolívia

"A Delegação da Bolívia formula reserva ao artigo VI, pois considera que os processos pacíficos podem também aplicar-se às controvérsias oriundas de assuntos resolvidos por acordo entre as partes, quando o citado acordo afeta interesses vitais de um Estado."

Equador

"A Delegação do Equador, ao subscrever este Pacto, faz reserva expressa ao artigo VI, bem como a toda disposição que esteja em conflito, ou que não esteja

¹ As firmas dos Plenipotenciários acham-se à pág. 118.

TRATADO AMERICANO DE SOLUÇÕES PACÍFICAS

em harmonia com os princípios proclamados ou as estipulações contidas na Carta das Nações Unidas, na Carta da Organização dos Estados Americanos ou na Constituição da República do Equador.”

Estados Unidos da América

“1. Os Estados Unidos da América não se comprometem, no caso de conflito em que se considere parte agravada, a submeter à Córte Internacional de Justiça qualquer controvérsia que não seja considerada de competência da Córte.

2. A apresentação, por parte dos Estados Unidos da América, de qualquer controvérsia à arbitragem, diferentemente do ajuste judicial, dependerá da conclusão de um acôrdo especial entre as partes interessadas.

3. A aceitação, por parte dos Estados Unidos da América, da jurisdição da Córte Internacional de Justiça como obrigatória, *ipso facto* e sem acôrdo especial, tal como se dispõe no Tratado, acha-se determinada por tóda limitação jurisdiccional, ou por outra classe de limitação, contidas em qualquer declaração depositada pelos Estados Unidos da América, segundo o artigo 36º, parágrafo 4º, do Estatuto da Córte, e que se encontrem em vigor no momento em que se apresente um caso determinado.

4. O Govêrno dos Estados Unidos da América não pode aceitar o artigo VII relativo à proteção diplomática e ao esgotamento dos recursos. Por sua parte, o Govêrno dos Estados Unidos da América mantém as regras da proteção diplomática, incluindo a regra do esgotamento dos recursos locais por parte dos estrangeiros, tal como dispõe o Direito Internacional.”

Paraguai

“A Delegação do Paraguai formula a seguinte reserva:

O Paraguai subordina ao prévio acôrdo das partes o processo arbitral estabelecido neste protocolo para tóda questão não jurídica que afete a soberania nacional, não especificamente resolvida nos tratados atualmente em vigor.”

Peru

“A Delegação do Peru formula as seguintes reservas:

1. À segunda parte do artigo V, por considerar que a jurisdição interna deve ser definida pelo próprio Estado.

2. Ao artigo XXXIII e à parte pertinente do artigo XXXIV, por considerar que as exceções de coisa julgada, resolvida por acôrdo entre as partes, ou regida por acôrdos ou tratados vigentes, determinam, em virtude de sua natureza objetiva e peremptória, a exclusão nestes casos da aplicação de todo o processo.

3. Ao artigo XXXV, no sentido de que, antes da arbitragem, se pode convocar, a requerimento da parte, a reunião do Orgão de Consulta, tal como estabelece a Carta da Organização dos Estados Americanos.

4. Ao artigo XLV, porque é de opinião que a arbitragem constituída sem a intervenção da parte se acha em contraposição com os seus preceitos constitucionais.”

NONA CONFERÊNCIA INTERNACIONAL AMERICANA

Nicarágua

“A Delegação de Nicarágua, ao dar aprovação ao Tratado Americano de Soluções Pacíficas (Pacto de Bogotá), deseja deixar registrado na Ata que nenhuma disposição no citado Tratado poderá prejudicar a posição que o Govêrno de Nicarágua tenha assumido com referência a sentenças arbitrais cuja validez haja impugnado, baseando-se nos princípios de Direito Internacional que claramente permitem impugnar decisões arbitrais que se julguem nulas ou inválidas. Consequentemente, a assinatura da Delegação de Nicarágua no aludido Tratado não poderá alegar-se como aceitação de sentenças arbitrais que Nicarágua haja impugnado e cuja validez não esteja definida.

Destarte, a Delegação de Nicarágua reitera a declaração que fez em 28 do corrente mês, ao aprovar-se o texto do mencionado Tratado na Terceira Comissão.”

ANNEXE 19

**NOTE MCRONU-438-2013 DU 15 JUILLET 2013 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LA MISSION PERMANENTE DU COSTA RICA**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante :
http://www.un.org/Depts/clc_new/submissions_files/nic66_13/cri_re_nic_15_7_2013e.pdf
(dernière consultation le 6 août 2014))**

La mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à la communication adressée à la Commission des limites du plateau continental par la République du Nicaragua, le 24 juin 2013, concernant l'extension de son plateau continental dans la mer des Caraïbes, souhaite apporter les précisions suivantes :

Le Nicaragua indique, au paragraphe 8 de la section II de son résumé, qu'il n'existe aucun différend maritime non résolu lié à sa demande. C'est inexact. Il existe bien à cet égard un différend maritime non réglé entre le Costa Rica et le Nicaragua, les espaces maritimes revendiqués par ce dernier empiétant sur ceux qui relèvent du Costa Rica en vertu du droit international.

L'existence d'un différend maritime entre le Costa Rica et le Nicaragua est un fait bien connu ; c'est d'ailleurs dans ce contexte que la République du Costa Rica a invité le Nicaragua à poursuivre les négociations en vue de parvenir à un accord sur leurs frontières maritimes dans la mer des Caraïbes ; copie de la communication en question a été adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 8 mars 2013 sous le couvert de la note MCRONU-318-2013.

Il s'ensuit que, conformément à l'article 46 du règlement intérieur de la Commission, qui concerne les demandes relatives à des différends maritimes ou terrestres tels que celui-ci, la demande du Nicaragua est régie par le paragraphe 5 a) de l'annexe I du règlement.

Le Costa Rica prie la Commission des limites du plateau continental de prendre acte de la présente communication, et de bien vouloir la faire distribuer et publier comme il se doit.

Veillez agréer, etc.

ANNEXE 20

**NOTE LOS/15 DE LA MISSION PERMANENTE DE LA JAMAÏQUE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN DATE DU 12 SEPTEMBRE 2013**

(Disponible en anglais à l'adresse suivante :

**http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/jam_re_nic_12_9_2013.pdf
(dernière consultation le 6 août 2014).)**

La Mission permanente de la Jamaïque après de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation, dépositaire de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer («la convention»), et a l'honneur de se référer à la demande présentée par le Gouvernement de la République du Nicaragua le 24 juin 2013 à la Commission des limites du plateau continental («la Commission») en application du paragraphe 8 de l'article 76 et de l'annexe II de la convention.

S'agissant des éventuelles zones de plateau continental sur lesquelles le Nicaragua entend établir des droits au moyen de cette demande, la Mission permanente tient à signaler, par la présente, l'existence d'un chevauchement entre les prétentions du Nicaragua et les espaces qui relèvent de la Jamaïque au titre de la zone économique exclusive, et déclare, par conséquent, que la Jamaïque réserve ses droits au regard de la convention.

Veillez agréer, etc.

ANNEXE 21

COMMUNICATION EN DATE DU 23 SEPTEMBRE 2013 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LES GOUVERNEMENTS DE LA COLOMBIE,
DU COSTA RICA ET DU PANAMA, NEW YORK

Disponible en anglais à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/
submissions_files/nic66_13/col_cri_pan_re_nic_2013_09_23e.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/col_cri_pan_re_nic_2013_09_23e.pdf)
(dernière consultation le 6 août 2014)

New York, le 23 septembre 2013

Monsieur le Secrétaire général,

Nous, chefs d'État et de gouvernement de la Colombie, du Costa Rica et du Panama, avons l'honneur de vous faire part de notre inquiétude face à la revendication du Nicaragua, qui cherche à agrandir son espace marin, sous-marin et terrestre en violation des droits et intérêts légitimes de nos pays, selon le cas, menaçant clairement la paix et la sécurité de la région.

Dans cette affaire, nos pays, privilégiant le dialogue et la loyauté et se fondant sur le respect du droit international et des droits de chaque État, ont contribué pendant des décennies à la paix et à la stabilité dans la région de la mer des Caraïbes et garanti la cohabitation pacifique et la sécurité dans une région très complexe et diversifiée.

Au mépris des droits de nos États, le Nicaragua affirme devant la Commission des limites du plateau continental que sa revendication infondée selon laquelle son plateau continental irait au-delà des 200 milles marins ne fait l'objet d'aucun différend maritime. Cela est faux et, avec les autres signataires, nous rejetons avec force cette revendication qui concerne des superficies importantes appartenant à nos pays.

Compte tenu de ce qui précède, nous, signataires, rejetons catégoriquement la revendication infondée du Nicaragua concernant des zones du plateau continental et d'autres espaces marins qui ne lui appartiennent pas, revendication qui va à l'encontre de nos droits légitimes dans la région, et faisons part de notre volonté résolue de faire en sorte que cette revendication n'aboutisse pas.

Nous ne doutons pas que l'Organisation des Nations Unies, fidèle à son objectif de maintien de la paix et de la sécurité internationales, prendra en considération nos préoccupations et notre ferme déclaration commune.

Nous demandons au Secrétaire général de bien vouloir communiquer copie de la présente lettre à tous les États Membres, à la Commission des limites du plateau continental et à la Cour internationale de Justice.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler au Secrétaire général les assurances de notre très haute considération.

Le Président de la Colombie,
(Signé) Juan Manuel SANTOS.

La Présidente du Costa Rica,
(Signé) Laura CHINCHILLA.

Le Président du Panama,
(Signé) Ricardo MARTINELLI.

ANNEXE 22

**NOTE S-DM-13-035351 DU 24 SEPTEMBRE 2013 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LA MINISTRE PAR INTÉRIM DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA COLOMBIE**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/
submissions_files/nic66_13/col_re_nic_2013_09_24.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/col_re_nic_2013_09_24.pdf)
(dernière consultation le 6 août 2014)**

S-DM-13-035351

Bogota, le 24 septembre 2013

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet du document intitulé « Demande à la Commission des limites du plateau continental, conformément au paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 – Partie I : Résumé », soumis par le Nicaragua le 24 juin 2013 et publié sur le site Web de la Commission.

Comme vous le savez, la République de Colombie n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le document du Nicaragua n'est, par conséquent, pas opposable à la Colombie et n'entame pas les droits dont jouit la Colombie sur son plateau continental. La Colombie note, en outre, qu'aucune action ou omission de la part de la Commission des limites du plateau continental n'est opposable à la Colombie ni n'entame les droits de la Colombie en droit international.

À cet égard, la République de Colombie tient à informer l'ONU et ses États Membres que, dans son document, le Nicaragua fait référence à des zones sous-marines de la mer des Caraïbes qui, en droit international, appartiennent à la Colombie.

Je me permets de rappeler, à cette occasion, le contenu de la note que je vous ai adressée le 23 avril 2013, où il est dit que, selon le droit international coutumier, la République de Colombie exerce, *ipso facto* et *ab initio* et en vertu de sa souveraineté sur ses terres, des droits souverains sur son plateau continental et, notamment, dans la mer des Caraïbes. Conformément au droit international coutumier, ce plateau comprend le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines au-delà de sa mer territoriale dans tout le prolongement naturel de son territoire terrestre jusqu'au rebord externe de la marge continentale ou à une distance de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles la largeur de la mer territoriale est mesurée là où le rebord externe de la marge continentale n'atteint pas cette distance. De plus, conformément au droit international coutumier, les îles de la République de Colombie – quelle que soit leur superficie – jouissent des mêmes droits maritimes que les autres territoires terrestres du pays.

Son Excellence
Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

Au vu de ce qui précède, la République de Colombie formule une réserve expresse au sujet de l'ensemble du document susmentionné; elle vous demande de bien vouloir faire distribuer la présente déclaration à tous les États Membres de l'ONU, y compris aux États parties à ladite convention, et de la transmettre à la Commission des limites du plateau continental.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

La Vice-Ministre des affaires étrangères
et Ministre des affaires étrangères par intérim
(*Signé*) **Mónica Lanzetta Mutis**

ANNEXE 23

NOTE DGPE/DG/665/22013 DU 30 SEPTEMBRE 2013 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PANAMA

(Disponible en anglais à l'adresse suivante : http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/pan_re_nic_2013_09_30e.pdf (dernière consultation le 6 août 2014) ; la carte annexée à l'original espagnol de la note est reproduite à la dernière page de la présente annexe (le texte intégral de la note et de ses annexes figure dans les annexes originales ; il est également disponible à l'adresse suivante : http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/pan_re_nic_2013_09_30.pdf.)

J'ai l'honneur de me référer à la demande du 24 juin 2013 que la République du Nicaragua a présentée à la Commission des limites du plateau continental en application du paragraphe 8 de l'article 76 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en vue d'étendre son plateau continental au-delà de 200 milles marins.

Le Panama souhaite formuler un certain nombre d'observations au sujet de cette demande, qui a des incidences sur son espace maritime, et apporter notamment certaines précisions d'ordre juridique et technique concernant la limite des zones maritimes relevant du Panama, afin que la Commission des limites du plateau continental les prenne en considération dans son examen de la question.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 19 novembre 2012 en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, la Cour internationale de Justice a confirmé le droit de la République du Panama sur ses zones maritimes, en jugeant comme suit :

«155. ... Selon [le Nicaragua], la limite méridionale de la zone pertinente correspond aux lignes de démarcation dont la Colombie est convenue avec le Panama, d'une part, et avec le Costa Rica, d'autre part (voir paragraphe 160 ci-dessous), au motif que, la Colombie ayant reconnu qu'elle ne pouvait prétendre à aucun des espaces maritimes situés au sud de ces lignes, ceux-ci n'entrent pas dans la zone de chevauchement.

.....

163. La Cour rappelle que la zone pertinente *ne peut s'étendre au-delà de celle dans laquelle les droits des Parties se chevauchent*. Il s'ensuit que les espaces sur lesquels l'une d'elles n'a aucun droit, soit parce qu'elle a conclu un accord avec un Etat tiers, soit parce que l'espace en question est situé au-delà d'une frontière fixée par voie judiciaire entre elle et un Etat tiers, sont exclus de la zone pertinente pour les besoins du présent examen. *La Colombie n'ayant aucun droit potentiel au sud et à l'est de ses frontières convenues avec le Costa Rica et le Panama, la zone pertinente ne peut s'étendre au-delà de ces frontières.*» (Les italiques sont de nous.)

La Cour a par ailleurs reconnu que, en 1976, la Colombie et le Panama ont conclu des accords de délimitation définissant les coordonnées de leur frontière maritime, en déclarant ce qui suit :

«160. Les intérêts d'Etats tiers entrent en jeu aussi bien au nord qu'au sud.

.....

Le point terminal de cette frontière est resté indéterminé, mais «[l]a Cour a clairement indiqué [aux paragraphes 306 à 319 de l'arrêt de 2007] que *la bissectrice s'étendrait au-delà du 82^e méridien jusqu'à atteindre la zone dans laquelle pourraient être affectés les droits d'un Etat tiers*»

.....

Au sud, la Colombie et le Panama ont signé en 1976 un accord (*RTNU*, vol. 1074, p. 221) qui est entré en vigueur le 30 novembre 1977 *et aux termes duquel a été retenue, pour la zone située entre la masse continentale panaméenne et les îles colombiennes, une frontière en escalier en tant que version simplifiée de la ligne d'équidistance*. La Colombie a par ailleurs signé en 1977 un accord avec le Costa Rica aux termes duquel a été établie la ligne de délimitation entre les deux pays à partir des frontières convenues par la Colombie et le Panama (voir ci-dessus) et par le Costa Rica et le Panama...» (Les italiques sont de nous.)

Il convient de souligner que, dans l'ensemble de ces dispositions, la Cour internationale de Justice a accordé une attention particulière au fait que son arrêt était d'application limitée et avait des incidences sur les Etats voisins, jugeant que celles-ci devaient être sans préjudice des droits d'ores et déjà reconnus et convenus entre des Etats. Il s'ensuit que la décision venant régler le différend territorial et maritime entre le Nicaragua et la Colombie ne doit pas aller à l'encontre des règles de droit qui protègent l'extension du territoire maritime du Panama. Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 59 de son Statut, la décision de la Cour est revêtue seulement de la force obligatoire à l'égard des parties en litige et dans le cas qui a été décidé, les décisions de la Cour ne pouvant s'appliquer ni au bénéfice ni au préjudice d'Etats tiers.

Afin de présenter les considérations techniques qu'a établies l'institut géographique national «Tommy Guardia» et sur lesquelles sont fondées nos observations, et afin de permettre à la Commission d'en tenir compte dans son évaluation, nous joignons à la présente une carte représentant l'espace maritime complet de la République du Panama, délimité par les traités frontaliers signés avec la République du Costa Rica et la République de Colombie, et montrant le chevauchement qu'entraîne incontestablement la demande d'extension du plateau continental soumise par la République du Nicaragua. Est également jointe une copie certifiée conforme des traités bilatéraux pertinents signés avec les Etats voisins.

Par conséquent et au vu de ce qui précède, j'ai l'honneur de demander que la présente note soit ajoutée à la documentation à examiner lorsque la Commission des limites du plateau continental formulera ses observations sur la demande présentée par la République du Nicaragua.

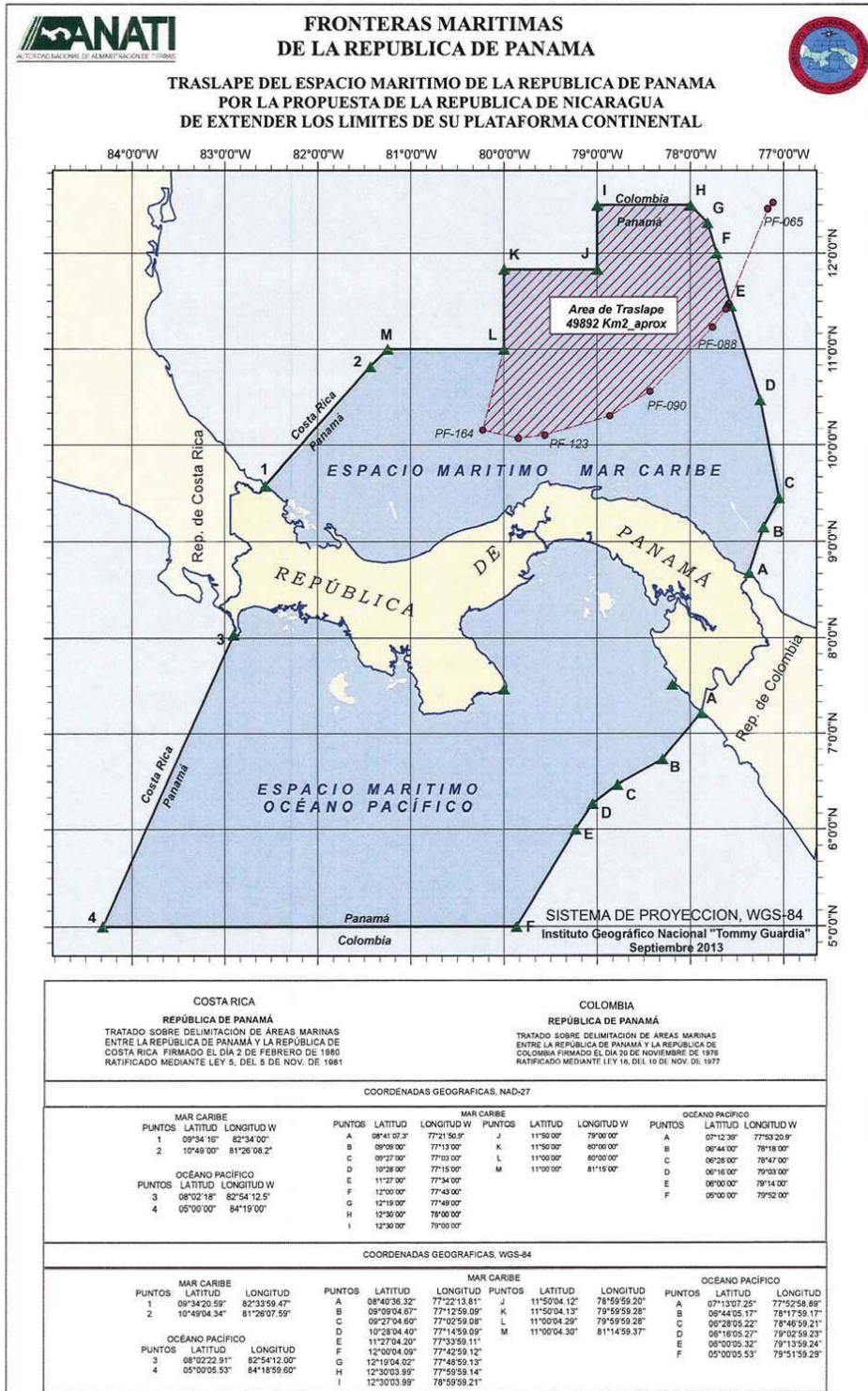
Veuillez agréer, etc.

(Signé) Fernando NÚÑEZ FÁBREGA.

Frontières maritimes de la République du Panama

**Chevauchement avec l'espace maritime de la République du Panama découlant de la
demande de la République du Nicaragua concernant l'extension
des limites de son plateau continental**

[La carte susmentionnée, figurant dans l'original espagnol, est reproduite sur la page suivante.]



ANNEXE 24

**NATIONS UNIES, ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DOCUMENT A/68/741, LETTRE DATÉE DU
20 JANVIER 2014 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT
PERMANENT DU COSTA RICA AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES, 7 FÉVRIER 2014**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante :
http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/741
(dernière consultation le 6 août 2014)**



Assemblée générale

Distr. générale
7 février 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Points 76 a) et 85 de l'ordre du jour

Les océans et le droit de la mer

L'état de droit aux niveaux national et international

Lettre datée du 20 janvier 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Costa Rica réaffirme sa communication du 15 juillet 2013 relative à la demande présentée par le Nicaragua à la Commission des limites du plateau continental et tient à formuler les observations suivantes concernant la communication MINIC-NU-048-13 en date du 20 décembre 2013 adressée par le Nicaragua.

La délimitation du plateau continental entre le Costa Rica et le Nicaragua n'a pas encore été arrêtée et fait l'objet d'un litige. Les zones revendiquées par le Nicaragua dans sa communication empiètent sur les titres du Costa Rica. Le point de trijonction mentionné par le Nicaragua dans sa communication du 20 décembre 2013 ne rend pas fidèlement compte des rapports géographiques et juridiques entre le Costa Rica, le Panama et la Colombie, et est absolument sans rapport avec la question en suspens, à savoir la contestation de la frontière maritime entre le Costa Rica et le Nicaragua. Le Costa Rica a clairement fait connaître sa position dans sa requête à fin d'intervention présentée dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. Le fait que le Nicaragua persiste dans sa position erronée et contradictoire atteste de l'existence d'un différend entre les deux pays.

En conséquence, le Costa Rica rejette les prétentions développées par le Nicaragua dans sa requête, estime qu'elles sont sans effet juridique, réserve ses droits en la matière et renvoie la Commission à son règlement intérieur, en particulier à l'article 46 et à l'annexe I régissant les demandes relatives à des différends entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face, ou relatives à d'autres différends maritimes ou terrestres non résolus.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 76 a) et 85 de l'ordre du jour. D'ordre de mon gouvernement, je demande également qu'elle soit transmise à tous les organes, organismes et entités compétents des

14-23005 (F) 100214 120214

1423005

Merci de recycler 



A/68/741

Nations Unies, qu'elle soit publiée sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, et qu'elle figure dans le prochain numéro du *Bulletin du droit de la mer*.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Eduardo **Ulibarri**

ANNEXE 25

**NOTE DGPE/FRONT/082/14 DU 3 FÉVRIER 2014 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PANAMA**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/
submissions_files/nic66_13/pan_re_nic_2014_02_03_e.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/pan_re_nic_2014_02_03_e.pdf)
(dernière consultation le 6 août 2014)**

3 février 2014

En référence à la note MINIC-UN-050-13, en date du 20 décembre 2013, dans laquelle la Mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies a présenté à la Commission des limites du plateau continental ses observations eu égard à la position de l'État panaméen, j'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet de la demande d'extension de son plateau continental au-delà des deux cents (200) milles marins présentée par le Nicaragua.

Sur ce point, je souhaite appeler votre attention sur le fait que ladite demande d'extension du Nicaragua se superpose aux espaces maritimes panaméens et que, si l'on compare le Traité relatif à la délimitation des zones marines et sous-marines, conclu entre la République du Panama et la République de Colombie, aux coordonnées fixées entre le point PF-83 et le point PF-164 qu'indique le Nicaragua dans son résumé, on constate sans aucun doute possible que lesdites coordonnées se trouvent à l'intérieur des zones marines et sous-marines et du plateau continental panaméens. Vous trouverez ci-joint une carte illustrant ce fait.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer reconnaît les obligations contenues dans les accords conclus entre États parties et la légitimité de ces accords, dont fait partie le Traité relatif à la délimitation conclu entre le Panama et la Colombie, qui inclut les espaces marins et sous-marins. En conséquence, la demande d'extension présentée par le Nicaragua ne peut remettre en cause les limites du plateau continental établies dans le Traité susdit.

Nous nous opposons catégoriquement à la demande d'extension de son plateau continental présentée par la République du Nicaragua, nous refusons que la Commission examine ou qualifie cette présentation et souhaitons qu'elle la rejette dans son intégralité.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre
(Signé) Francisco Álvarez **De Soto**



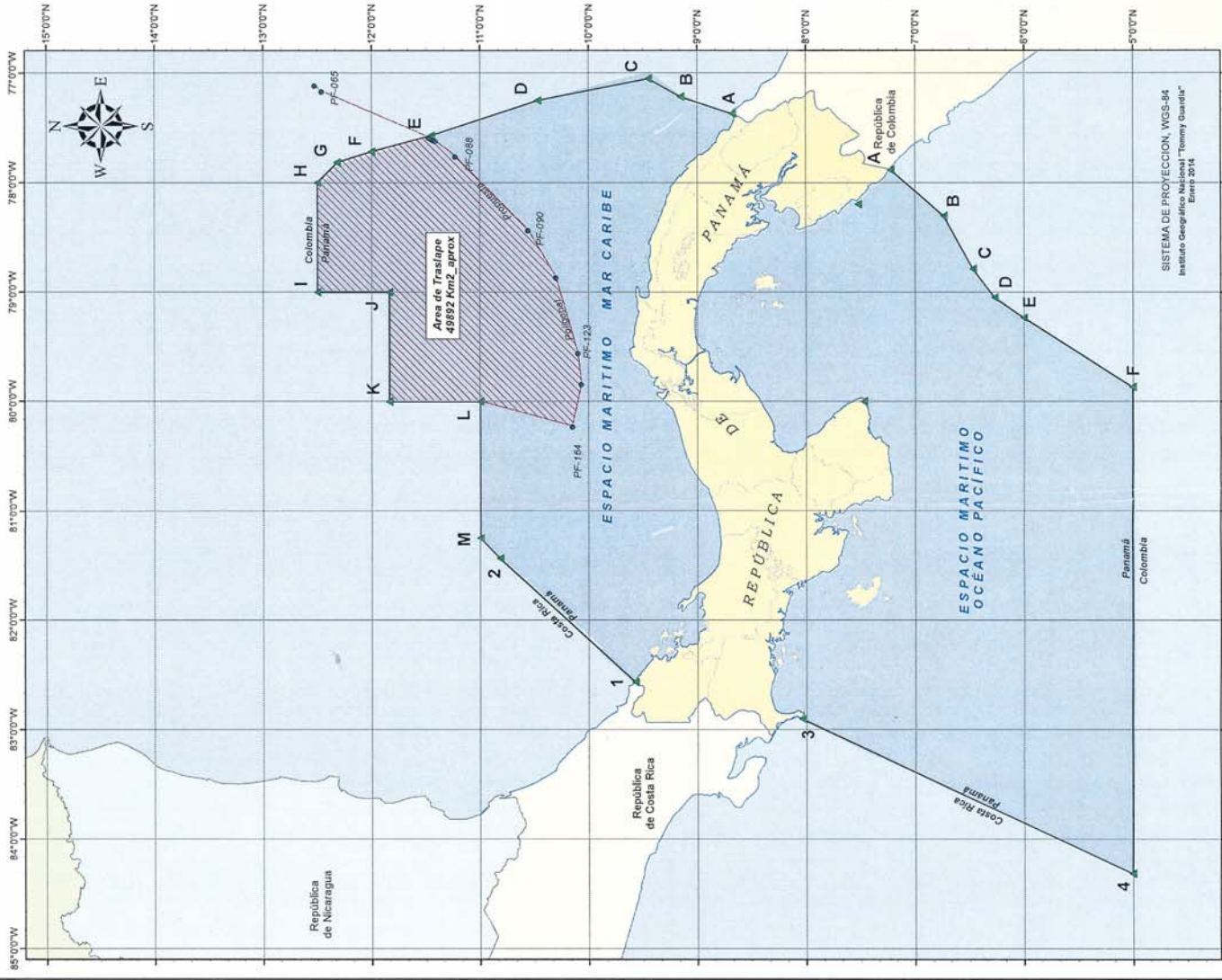
**FRONTERAS MARITIMAS DE LA REPUBLICA DE PANAMA
TRASLAPE DEL ESPACIO MARINO Y SUBMARINO
DE LA REPUBLICA DE PANAMA
POR LA PROPUESTA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA
DE EXTENDER LOS LIMITES DE SU PLATAFORMA CONTINENTAL
MAS ALLA DE LAS 200 MILLAS NAUTICAS**

Lista de coordenadas de los puntos fijos (PF) que definen el
límite exterior de la plataforma continental, propuesto por
la República de Nicaragua la cual traslapa el espacio marino y submarino
de la República de Panamá

Punto Fijo (PF)	Latitud (N)	Longitud (W)	Latitud (N) S	Longitud (W)
81	-77.72507	11.23270	-77.72507	11.23270
82	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
83	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
84	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
85	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
86	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
87	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
88	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
89	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
90	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
91	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
92	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
93	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
94	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
95	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
96	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
97	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
98	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
99	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
100	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
101	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
102	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
103	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
104	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
105	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
106	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
107	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
108	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
109	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
110	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
111	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
112	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
113	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
114	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
115	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
116	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
117	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
118	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
119	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
120	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
121	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446
122	-77.72507	11.23270	-77.72507	10.09446

*Fuente:
República de Nicaragua
República de Colombia
Resumen Ejecutivo, Junio 2013

COLOMBIA		PANAMA	
PUNTO	COORDENADAS UTM	PUNTO	COORDENADAS UTM
1	809013E 874835N	1	809013E 874835N
2	809013E 874835N	2	809013E 874835N
3	809013E 874835N	3	809013E 874835N
4	809013E 874835N	4	809013E 874835N
5	809013E 874835N	5	809013E 874835N
6	809013E 874835N	6	809013E 874835N
7	809013E 874835N	7	809013E 874835N
8	809013E 874835N	8	809013E 874835N
9	809013E 874835N	9	809013E 874835N
10	809013E 874835N	10	809013E 874835N



REPÚBLICA DE PANAMÁ
INSTITUTO GEOGRÁFICO NACIONAL
"Tommy Guardia"
Escala 1:200,000

ANNEXE 26

**NOTE DU 5 FÉVRIER 2014 ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES PAR LES GOUVERNEMENTS DE LA COLOMBIE,
DU COSTA RICA ET DU PANAMA**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/
submissions_files/nic66_13/col_cri_pan_re_nic_2014_02_05_e.pdf](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/nic66_13/col_cri_pan_re_nic_2014_02_05_e.pdf)
(dernière consultation le 6 août 2014)**

Le 5 février 2014

Votre Excellence,

Les Gouvernements des Républiques de la Colombie, du Costa Rica et du Panama ont l'honneur d'appeler votre attention sur la lettre de la République du Nicaragua datée du 20 décembre 2013, et de réitérer leur opposition à la demande présentée par le Nicaragua à la Commission des limites du plateau continental et figurant dans la note adressée au Secrétaire général le 23 septembre 2013, dans laquelle le Nicaragua affirme entre autres que sa demande, qui a trait aux limites extérieures d'un soi-disant plateau continental nicaraguayen au-delà de 200 milles marins de ses côtes, est sans préjudice de la délimitation du plateau continental entre la Colombie, le Costa Rica et le Panama.

Ce qu'affirme le Nicaragua dans la note susmentionnée est incorrect et sa demande a bien une incidence sur les droits de nos États.

Sans préjudice de ce que nos pays ont pu déjà affirmer à titre individuel, la demande présentée par le Nicaragua à la Commission des limites du plateau continental porte atteinte aux droits et aux espaces marins de nos pays, y compris à leur plateau continental; et elle vient remettre en question la coexistence pacifique dans la région de la mer des Caraïbes.

Pour les raisons susmentionnées, nous réaffirmons la préoccupation de nos gouvernements face à la demande du Nicaragua et nous vous demandons de faire savoir à la Commission des limites du plateau continental que nous nous y opposons fermement et que nous sommes d'avis que la Commission ne doit pas examiner cette demande ou y donner suite.

Par ailleurs, nous nions catégoriquement que nos États ont menacé le Nicaragua de recourir à la force, comme il l'a indiqué dans sa note. Cette affirmation est sans fondement. La République du Nicaragua, qui se livre à des actes contraires au droit international, est le seul pays à être source d'instabilité dans la région.

En conclusion, nous comptons que, conformément au rôle qui est le sien en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Organisation des Nations Unies tiendra compte de notre inquiétude commune. Nous vous saurions gré de bien vouloir faire tenir le texte de la présente lettre à la Commission des limites du plateau continental et à tous les États Membres de l'Organisation.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de notre considération la plus haute.

La Ministre des affaires étrangères de la Colombie
(*Signé*) Maria Angela Holguin **Cuéllar**

Le Ministre des affaires étrangères du Costa Rica
(*Signé*) José Enrique Castillo **Barrantes**

Le Ministre des affaires étrangères du Panama
(*Signé*) Francisco Alvarez **de Soto**

Son Excellence
Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
New York

ANNEXE 27

**NATIONS UNIES, ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DOCUMENT A/68/743 DU 11 FÉVRIER 2014
REPRODUISANT LA NOTE VERBALE DATÉE DU 6 FÉVRIER 2014 ADRESSÉE AU
SECÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA COLOMBIE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

**Disponible en anglais à l'adresse suivante :
http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/743
(dernière consultation le 6 août 2014)**



Assemblée générale

Distr. générale
11 février 2014
Français
Original : espagnol

Soixante-huitième session

Point 76 de l'ordre du jour

Les océans et le droit de la mer

Note verbale datée du 6 février 2014, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint la note diplomatique en date du 5 février 2014 que lui adresse la Ministre des relations extérieures, María Ángela Holguín Cuéllar, par laquelle le Gouvernement colombien fait une déclaration relative à la lettre de la République du Nicaragua en date du 20 décembre 2013 dans les termes et aux conditions qui y sont indiqués (voir annexe).

La Mission permanente de la Colombie vous saurait gré de bien vouloir faire distribuer le texte de ladite note à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 76 de l'ordre du jour, y compris les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et de la transmettre en outre à la Commission des limites du plateau continental.



**Annexe à la note verbale datée du 6 février 2014 adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente
de la Colombie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

[Original : anglais]

Le 5 février 2014

J'ai l'honneur de me référer à la lettre de la République du Nicaragua en date du 20 décembre 2013 relative à notre note du 24 septembre 2013, dans laquelle nous avons exprimé la préoccupation que nous inspire le document intitulé « Demande présentée à la Commission des limites du plateau continental conformément au paragraphe 8 de l'Article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 – Première partie : résumé » soumis par le Nicaragua le 24 juin 2013 et publié sur le site de la Commission. Je souhaite à cet égard réitérer nos inquiétudes concernant divers points.

Le document présenté par le Nicaragua fait référence à des zones sous-marines situées dans la mer des Caraïbes qui, en droit international, appartiennent à la Colombie. La République de Colombie rejette la demande aux termes de laquelle le Nicaragua revendique des droits sur les fonds marins et le sous-sol de zones sous-marines jouxtant les îles colombiennes dans les Caraïbes et le territoire continental colombien. Il convient aussi de noter que la demande du Nicaragua ne tient aucun compte des questions relatives à la délimitation des frontières avec la Colombie qui ont déjà été réglées.

Nous réaffirmons en outre que la République de Colombie n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En conséquence, la demande du Nicaragua ne peut être opposée à la Colombie et n'a aucune incidence sur les droits que celle-ci exerce sur son plateau continental. La Colombie réitère qu'elle n'a pas consenti à cette procédure.

En vertu de ce qui précède, la République de Colombie réaffirme la teneur des notes en dates des 22 avril et 24 septembre 2013 qu'elle vous a adressées, et compte que la Commission des limites du plateau continental s'abstiendra d'examiner la demande du Nicaragua en date du 24 juin 2013.

Le Gouvernement colombien demande que la présente note soit distribuée à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et transmise à la Commission des limites du plateau continental.

La Ministre des relations extérieures
(*Signé*) María Ángela **Holguín Cuéllar**

FIGURE 1

FIGURE 1 TIRÉE DU MÉMOIRE DU NICARAGUA

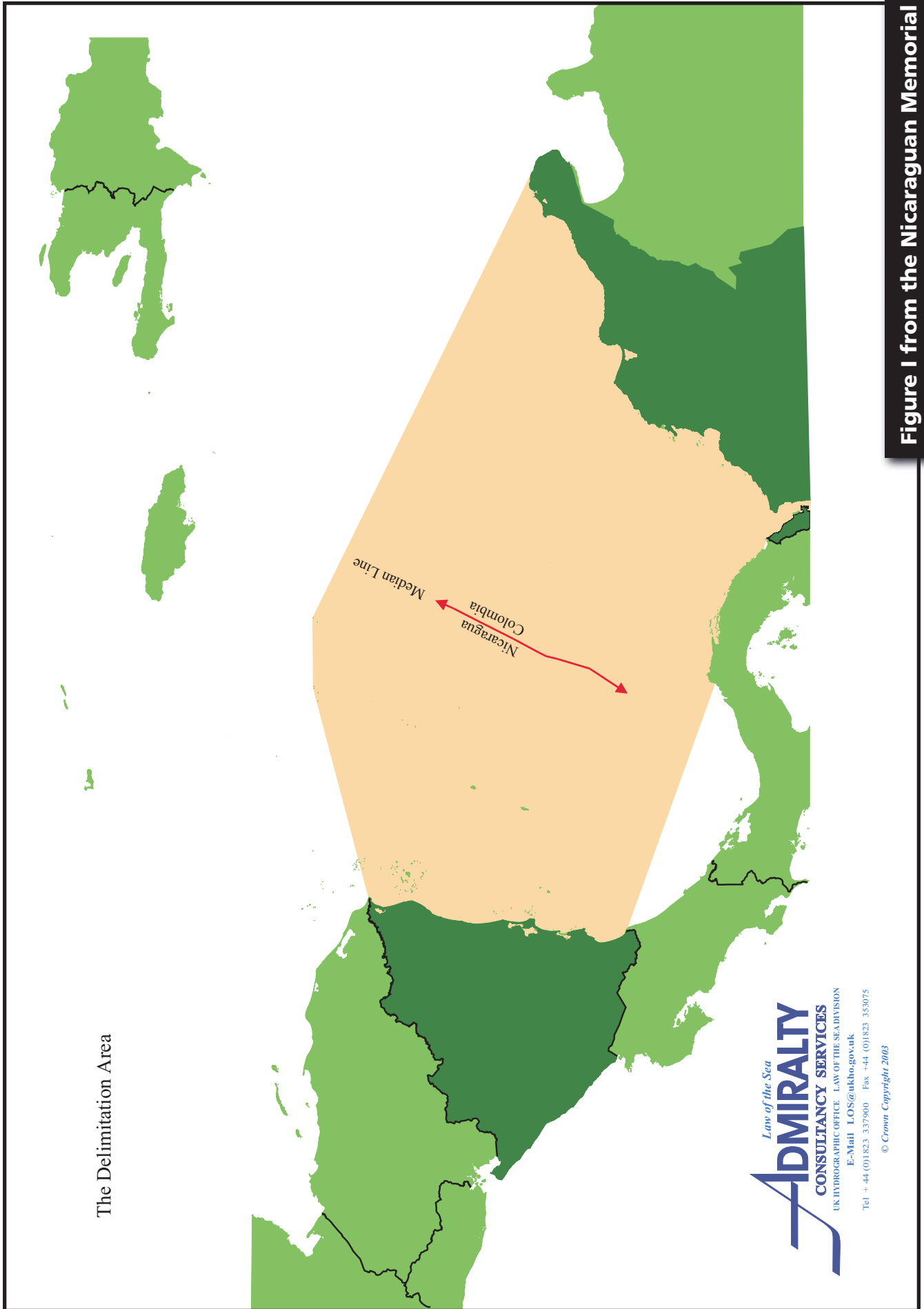


Figure 1 from the Nicaraguan Memorial

Figure 1

FIGURE 2

FIGURE 3-1 TIRÉE DE LA RÉPLIQUE DU NICARAGUA

FIGURE 3-1

Figure 3-1 from the Nicaraguan Reply

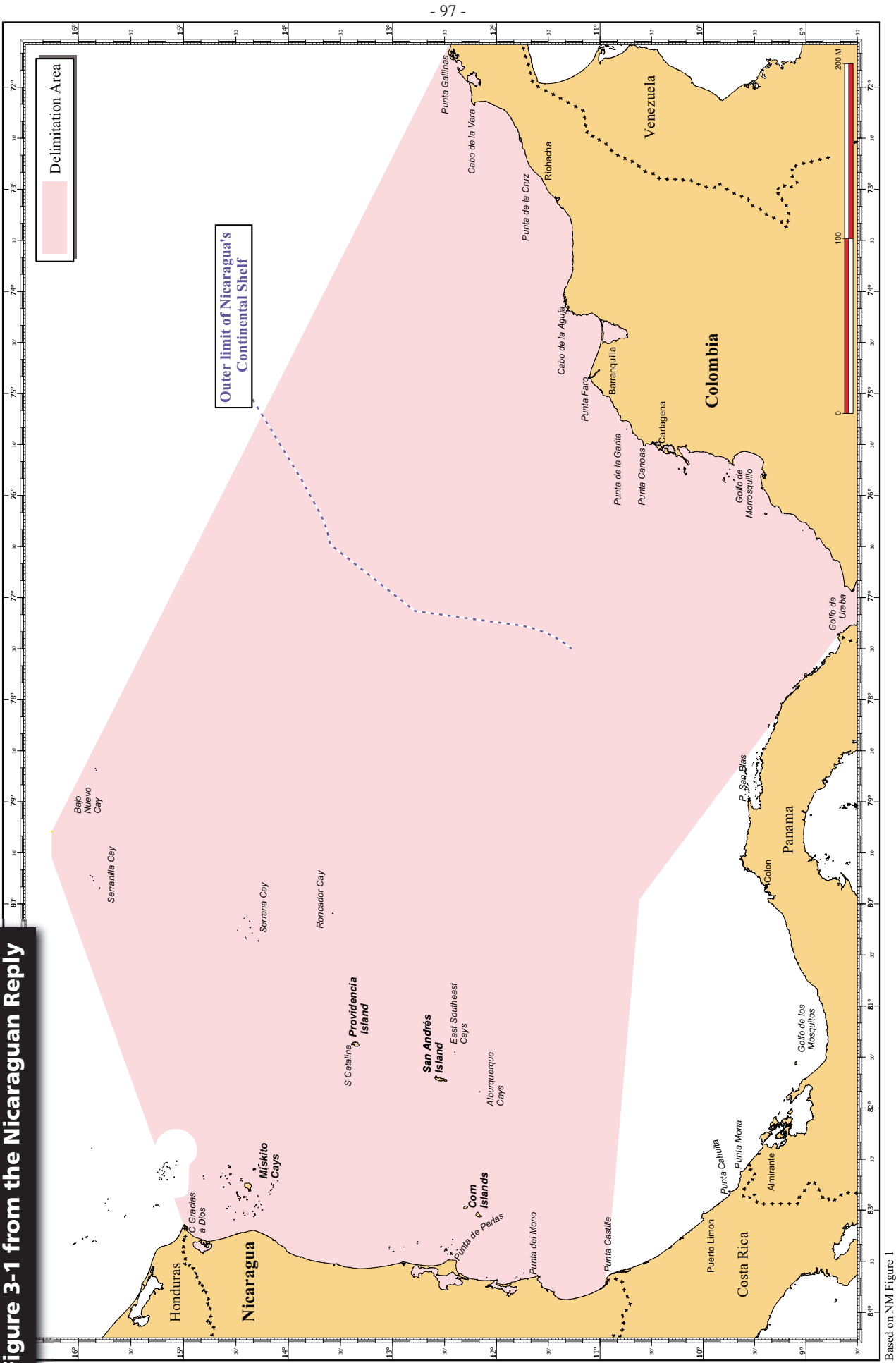


Figure 2

The Delimitation Area according to Nicaragua

Based on NM Figure 1

FIGURE 3

CROQUIS N° 7 TIRÉ DE L'ARRÊT DE LA CIJ EN 2012

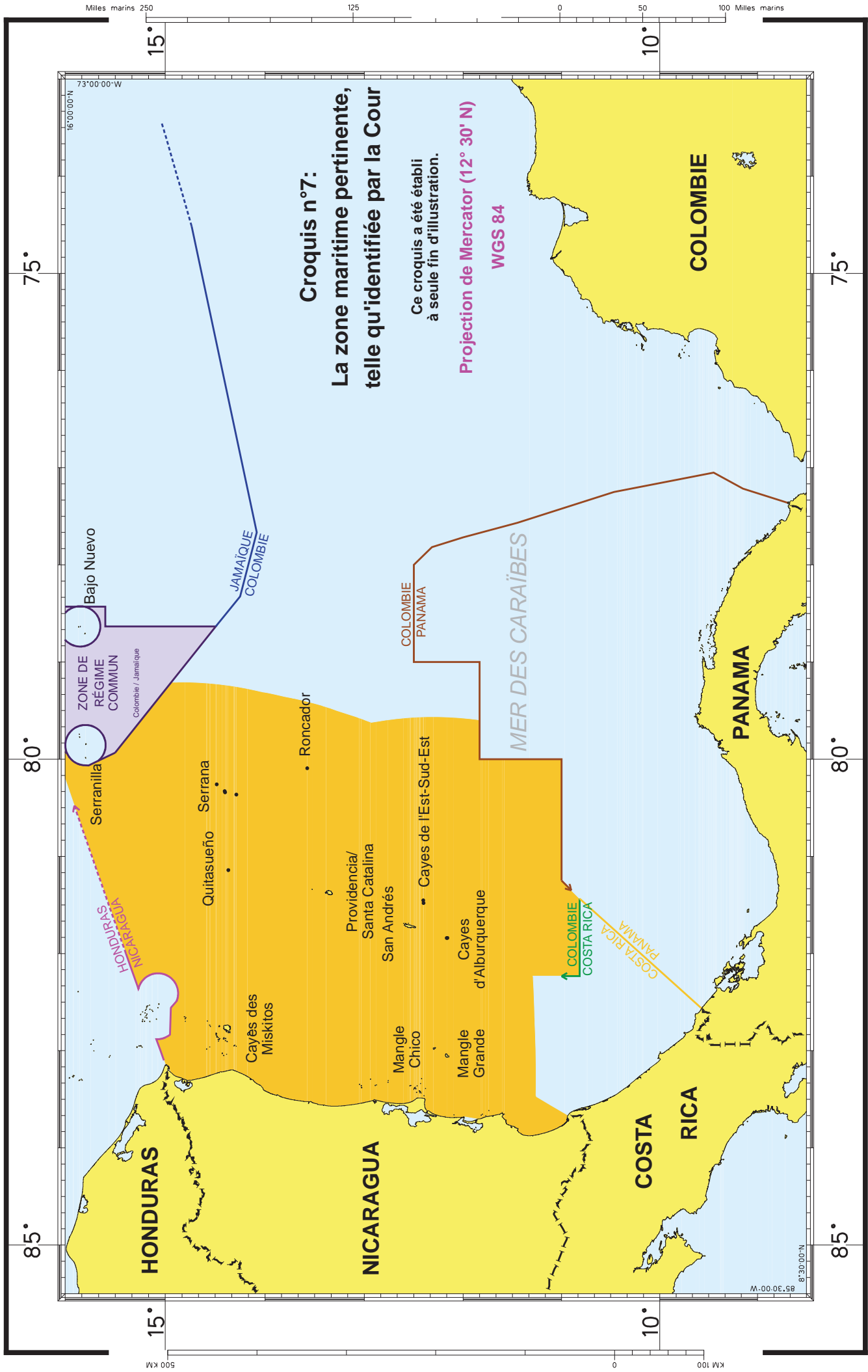
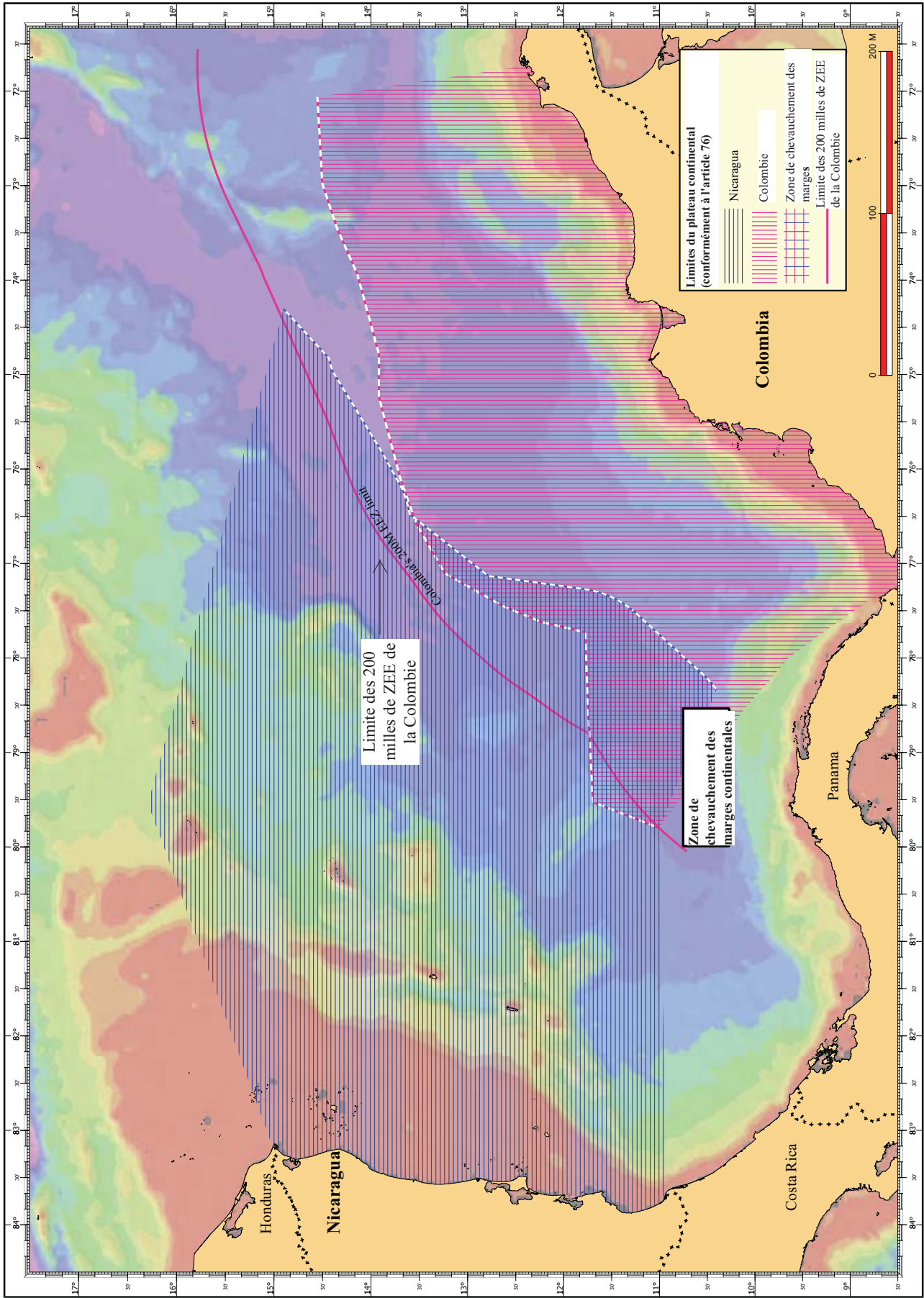


Figure 3 - Croquis no 7 de l'arrêt de la CIJ en 2012

FIGURE 4

FIGURE 3-10 TIRÉE DE LA RÉPLIQUE DU NICARAGUA

Figure 3-10 de la réplique du Nicaragua



Zone de chevauchement des marges continentales

FIGURE 5

FIGURE 3-11 TIRÉE DE LA RÉPLIQUE DU NICARAGUA

Figure 3-11 de la réplique du Nicaragua

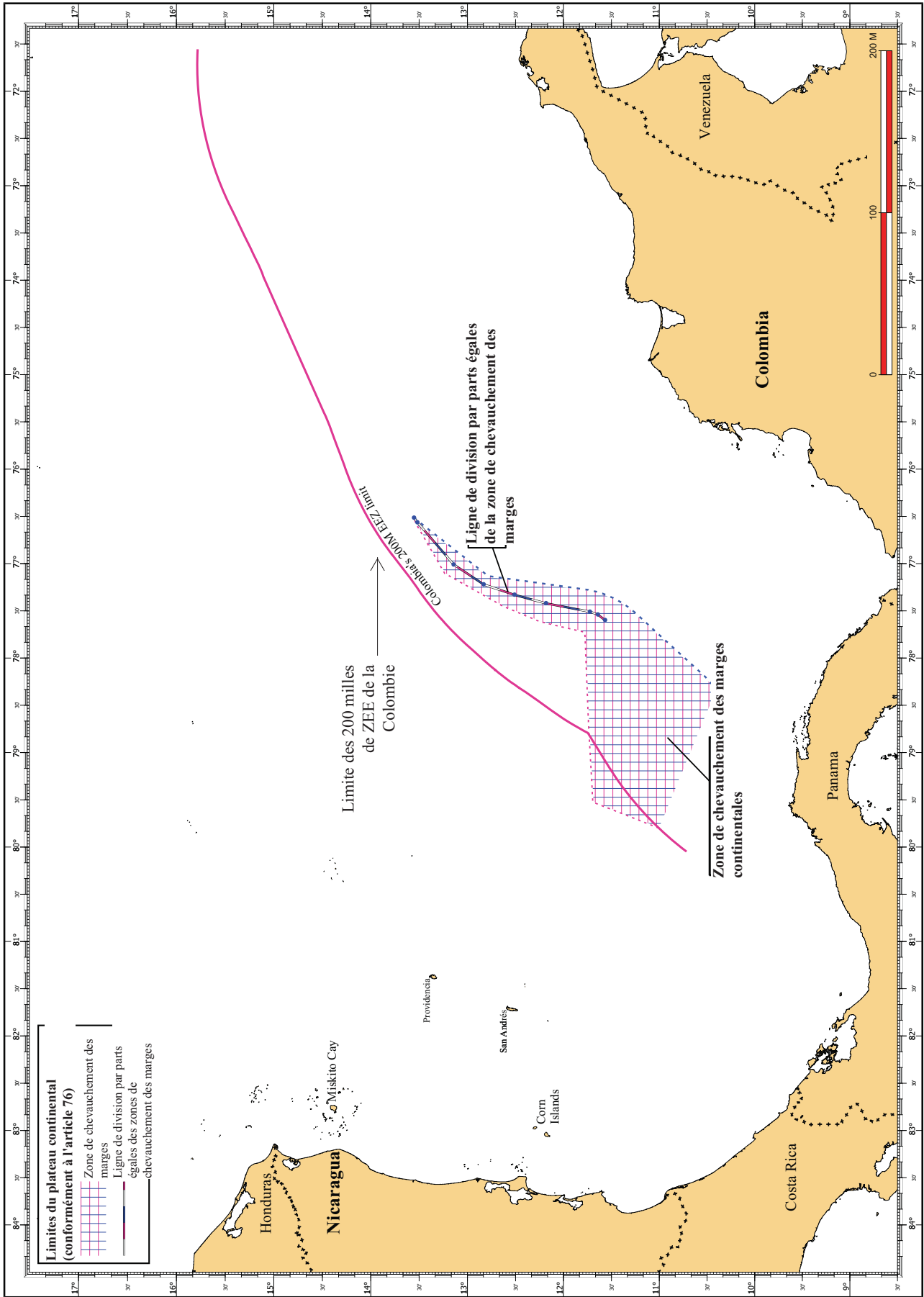


FIGURE 6

PRÉTENTIONS DU NICARAGUA À UN PLATEAU CONTINENTAL ÉTENDU

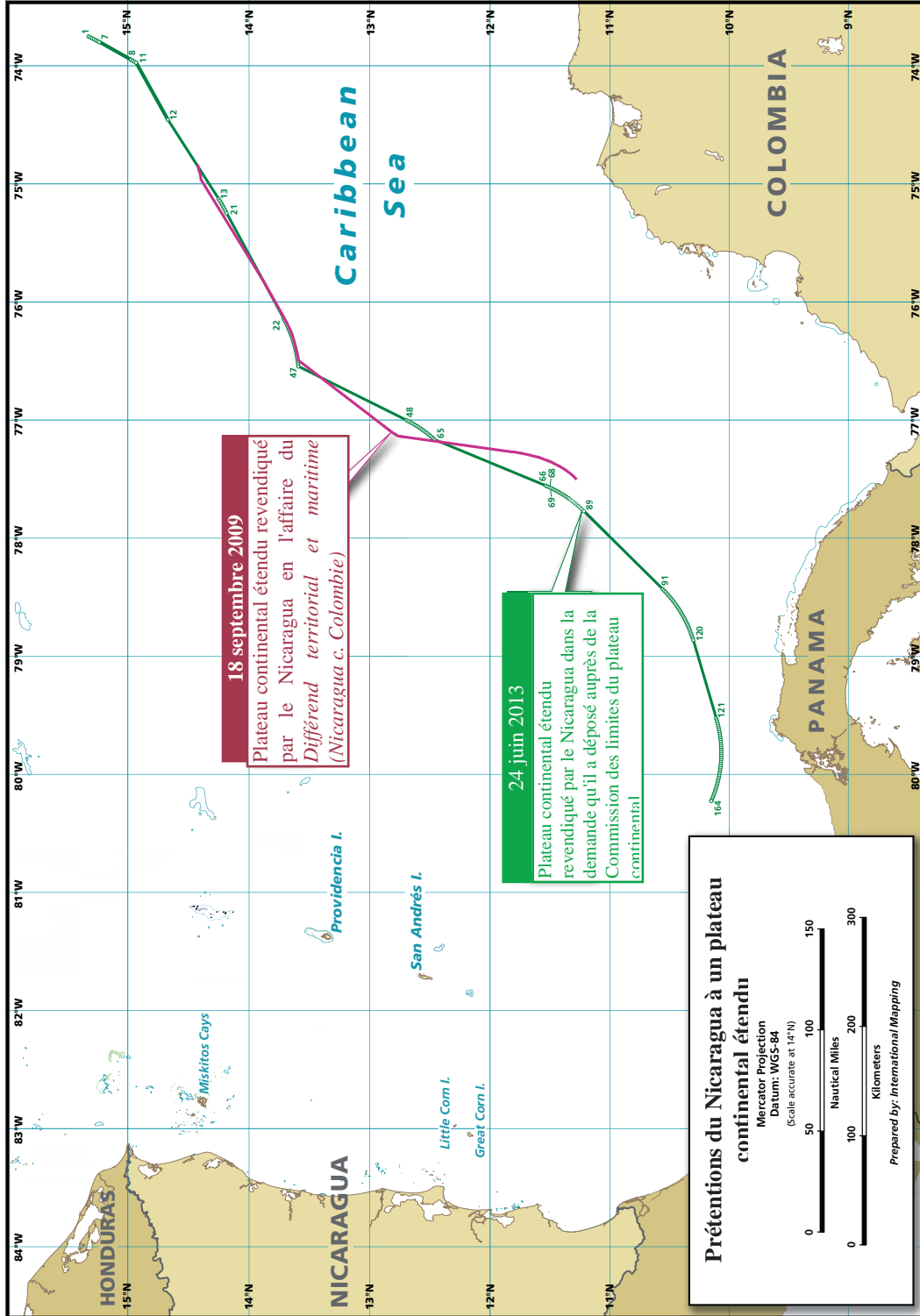


Figure 6